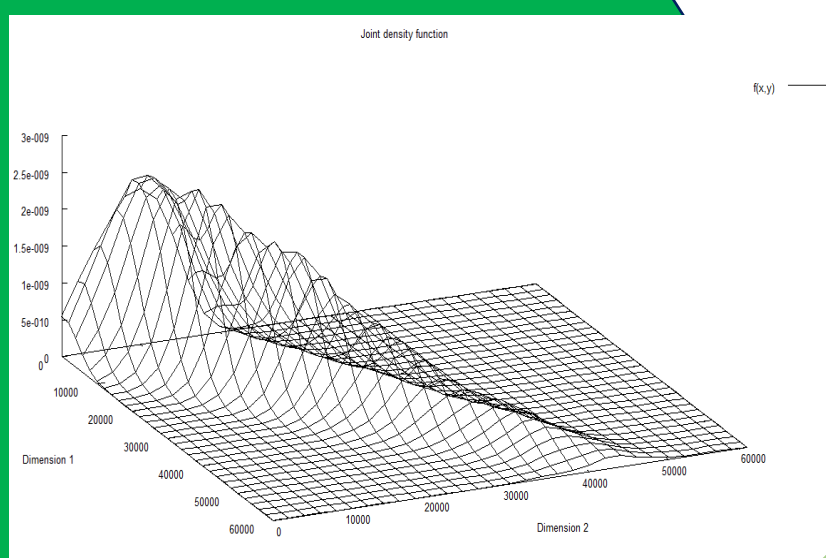




# OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines  
et de l'Artisanat du Cameroun

## Rapport sur la situation économique du Cameroun en 2021



CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

Rue de la Chambre de Commerce – Bonanjo – BP 4011 Douala

Tél : (237) 233 42 67 87 / 233 42 98 81 Fax : (237) 233 42 55 96

Email : [siege@ccima.cm](mailto:siege@ccima.cm) – Web : [www.ccima.cm](http://www.ccima.cm)

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	II
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	IV
LISTE DES ABREVIATIONS.....	VI
EDITORIAL.....	7
RESUME EXECUTIF .....	8
<b>A- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2021 .....</b>	<b>12</b>
I. CROISSANCE ECONOMIQUE .....	13
1.1. PAYS AVANCES.....	13
1.2. PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT .....	13
1.3. CONJONCTURE ECONOMIQUE EN AFRIQUE.....	14
1.4. CONJONCTURE DANS LA ZONE CEMAC.....	16
II. COMMERCE INTERNATIONAL .....	17
III. COURS MONDIAUX DES PRODUITS DE BASE .....	20
IV. INFLATION MONDIALE .....	22
<b>B- EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2021 .....</b>	<b>24</b>
I. PRODUCTION .....	25
II. DEMANDE NATIONALE .....	26
III. EVOLUTION DES PRIX .....	27
3.1. EVOLUTION PAR FONCTIONS DE CONSOMMATION.....	27
3.2. EVOLUTION PAR GROUPE SECONDAIRE DES PRODUITS.....	28
3.3. EVOLUTION SPATIALE .....	28
IV. SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES .....	29
4.1. RÉSULTATS BUDGÉTAIRES.....	29
4.2. MOBILISATION DES RESSOURCES .....	30
4.3. EXECUTION DES CHARGES BUDGETAIRES .....	35
V. COMMERCE EXTERIEUR .....	38
5.1. BALANCE DES ECHANGES DE BIENS .....	38
5.2. EXPORTATIONS.....	39
5.3. IMPORTATIONS .....	40
VI. MONNAIE ET CREDITS .....	42
<b>C- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....</b>	<b>52</b>
I. ACTIVITE.....	53

II. CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT.....	55
III. PRIX DE VENTE .....	57
IV. EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE.....	59
V. TRESORERIE.....	61
VI. BENEFICES .....	63
VII. CLIMAT DES AFFAIRES .....	65
<b>D- ANNEXE : LA CCIMA EN ACTION EN 2021 .....</b>	<b>66</b>
VIII. BIBLIOGRAPHIE.....	76
COMITE DE REDACTION.....	77

# LISTE DES ILLUSTRATIONS

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1 :</b> Croissance du PIB réel en Afrique entre 2020 et 2021 et projections de croissance jusqu'en 2023 .....	16
<b>Tableau 2:</b> Evolution du taux de croissance des pays de la CEMAC entre 2020 et 2021 .....	17
<b>Tableau 3:</b> Volume du commerce des marchandises et PIB réel, 2018-2023a Variation annuelle en % .....	18
<b>Tableau 4 :</b> Evolution de l'indice des cours des matières premières entre 2015 et 2021 .....	21
<b>Tableau 5:</b> Evolution de l'inflation par groupes de pays et par type de produits entre 2020 et 2021 .....	22
<b>Tableau 6:</b> Perspectives de la croissance, du commerce et des prix mondiaux.....	23
<b>Tableau 7 :</b> Taux de croissance des branches d'activité du secteur tertiaire de 2015 à 2021 (en%).....	25
<b>Tableau 8 :</b> Croissance des branches d'activité du secteur secondaire de 2015 à 2021 (en%).....	26
<b>Tableau 9 :</b> Croissance des branches d'activité du secteur primaire de 2015 à 2021(en %) .....	26
<b>Tableau 10 :</b> PIB et ses emplois (évolution des volumes en %) .....	27
<b>Tableau 11:</b> Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011) .....	28
<b>Tableau 12:</b> Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits .....	28
<b>Tableau 13:</b> Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions.....	29
<b>Tableau 14:</b> Évolution des soldes budgétaires de 2020 à 2021 (en milliards de FCFA) .....	30
<b>Tableau 15:</b> Recettes des impôts et taxes (en milliards de FCFA) .....	32
<b>Tableau 16:</b> Exécution des recettes douanières (en milliards de FCFA) .....	33
<b>Tableau 17:</b> Recettes non fiscales recouvrées en 2020 et 2021 (en milliards de FCFA) .....	34
<b>Tableau 18:</b> Ressources du budget général des exercices 2020 et 2021 (en milliards de FCFA) .....	35
<b>Tableau 19:</b> Exécution du budget général en dépenses en 2020 et 2021 (en milliards de FCFA) .....	36
<b>Tableau 20 :</b> Principaux résultats du commerce extérieur (en milliard de FCFA) .....	39
<b>Tableau 21 :</b> Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA) .....	40
<b>Tableau 22 :</b> Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA) .....	41
<b>Tableau 23:</b> Situation monétaire au sens large fin décembre 2021.....	44
<b>Tableau 24:</b> Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	47
<b>Tableau 25:</b> Dépôts par nature (en milliards) .....	47
<b>Tableau 26:</b> Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	48

## Liste des graphiques

<b>Graphique 1:</b> Evolution de la croissance en Afrique par région et par groupe de pays entre 2020 et 2021.....	15
<b>Graphique 2:</b> Croissance du commerce des produits manufacturés, en glissement annuel, 2021 (Variation en % des valeurs en \$EU).....	19
<b>Graphique 3:</b> Croissance du commerce mondial des services commerciaux, en glissement annuel, 2019-2021 (Variation en % des valeurs en \$EU).....	19
<b>Graphique 4:</b> Structure des recettes internes .....	31
<b>Graphique 5:</b> Structure des recettes fiscales .....	32
<b>Graphique 6:</b> Composantes de la masse monétaire (en %).....	45
<b>Graphique 7 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2021.....	53
<b>Graphique 8 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par taille .....	54
<b>Graphique 9 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par secteur d'activité.....	54
<b>Graphique 10 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement .....	55
<b>Graphique 11 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement par taille et par secteur d'activité, en 2021 .....	56
<b>Graphique 12 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement, par région .....	56
<b>Graphique 13 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par taille, en 2021 .....	57
<b>Graphique 14 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité, en 2021.....	58
<b>Graphique 15 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région.....	58
<b>Graphique 16 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale.....	59
<b>Graphique 17:</b> Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale par secteur d'activité .....	60
<b>Graphique 18 :</b> Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille .....	60
<b>Graphique 19:</b> Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, par secteur d'activité.....	61

<b>Graphique 20</b> : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, pas secteur d'activité et par taille	62
<b>Graphique 21</b> : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, par région.....	62
<b>Graphique 22</b> : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices.....	63
<b>Graphique 23</b> : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par secteur d'activités .....	64
<b>Graphique 24</b> : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par taille .....	64
<b>Graphique 25</b> : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises .....	65

## LISTE DES ABREVIATIONS

AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AFB	: Afriland First Bank
BAC	: Banque Atlantique du Cameroun
BAD	: Banque Africaine de Développement
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BM	: Banque Mondiale
BREXIT	: British Exit
BTA	: Bons du Trésor Assimilables
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement
CAM	: Centre d'Arbitrage et de Médiation de la CCIMA
CAN	: Coupe d'Afrique des Nations
CCI	: Centre du Commerce International
CCIMA	: Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun
CEA	: Commission Economique pour l'Afrique
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFC	: Crédit Foncier du Cameroun
CHAN	: Championnat d'Afrique des Nations de Football
CNUCED	: Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement
CPCCAF	: Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones
CPM	: Comité de Politique Monétaire
DGB	: Direction Générale du Budget
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGI	: Direction Générale des Impôts
DP	: Division de la Prévision
DSX	: Douala Stock Exchange
EMF	: Etablissement de Microfinance
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	: Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FCR	: Facilité de Crédit Rapide
FMI	: Fonds Monétaire International
FINEX	: Financement Extérieur
Fintech	: Finance et Technologie
GE	: Grande Entreprise
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des prix à la consommation
ITC	: International Trade Centre
LFI	: Loi de Finance Initiale
LFR	: Loi de Finance Rectificative
ME	: Moyenne Entreprise
MINFI	: Ministère des Finances
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTA	: Obligations du Trésor Assimilables
PE	: Petite Entreprise
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
RCA	: République Centrafricaine
SCB	: Société Camerounaise des Banques
SGC	: Société Générale du Cameroun
SNH	: Société Nationale des Hydrocarbures
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
TPE	: Très Petite Entreprise
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Cameroon
USA	: United States of America

## **Editorial**

### **Eviter une (nouvelle) crise alimentaire**

Le conflit russo-ukrainien, auquel nous assistons depuis un certain temps, ravive les sentiments douloureux éprouvés alors que nous étions en plein confinement, principalement en ce qui concerne l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Lors de la pandémie du COVID-19, les circuits d'approvisionnement étaient perturbés du fait des restrictions imposées pour éviter la propagation du virus, et les prix s'en sont trouvés renchérissés. A l'heure où le conflit russo-ukrainien bat son plein, les circuits d'approvisionnement sont à nouveau perturbés, et l'on éprouve une fois encore des difficultés à s'approvisionner sur les marchés internationaux. Ce conflit fait planer sur nos économies la menace d'une crise alimentaire. En effet, hors-mis l'énergie, la Russie et l'Ukraine font partie des plus grands fournisseurs d'engrais au monde et particulièrement au Cameroun, l'une des matières premières importantes pour la production agricole.

Cette situation remet au goût du jour, l'urgence de la mise en œuvre effective et rapide de la politique d'import-substitution, une orientation affirmée du gouvernement. Toutefois, des préalables sont à franchir. Par exemple, il est à relever qu'on transforme ce que l'on a produit, et l'on produit quand les facteurs de production sont disponibles et efficacement alloués.

Or, à ce niveau, des efforts méritent d'être davantage consentis. L'accès facile à la terre, premier facteur de production, dont la mise à la disposition de ceux qui ont des projets agricoles d'envergure, n'est pas encore une réalité. De même, la rareté des ouvriers agricoles, constatée ces derniers temps, constitue un handicap sérieux pour le monde agricole, surtout que la technologie reste étrangère à la mise en branle des activités rurales. Par ailleurs, les contingences du monde agricole sont de nature à favoriser l'exclusion financière des opérateurs économiques du secteur, largement constitués d'acteurs informels.

Aussi, réitérons-nous notre appel à la constitution par le gouvernement de réserves foncières pour la mise sur pieds d'un Programme d'Aménagement des Zones Agricoles (PRAZA) pour lotir et mettre à la disposition des porteurs d'initiatives agricoles et pastorales, un cadre davantage incitatif. La disponibilité du facteur terre créerait une émulation dans le secteur qui capterait plus aisément les capitaux financiers, physiques et humains dont il a besoin.

Autour de cette émulation, une mobilisation pour la création des industries locales de fabrication d'intrants, utiles aux activités agricoles et industrielles, ainsi que le développement des chaînes de valeurs locales sont cruciales pour prévenir d'éventuelles crises. Ce serait une des voies idoines pour transformer les contraintes, apparues ou accentuées par les crises multiformes, en une opportunité à saisir pour un développement plus inclusif du Cameroun.

**Le président de la CCIMA**

**Honorable Christophe EKEN**



## RESUME EXECUTIF

L'année 2021 a été celle de la reprise économique mondiale post Covid-19. Elle a été marquée par le retour de la croissance dans de nombreux pays et par une hausse du volume des échanges de biens et services, mais aussi des cours des matières premières et des prix des biens, surtout ceux des produits énergétiques.

### Croissance économique

La croissance économique mondiale est ainsi passée de -3,1% en 2020 à 6,1%, selon le Fonds monétaire international (FMI). Elle s'établit à 5,2% dans le groupe des pays avancé. La croissance dans les pays avancés est attribuable au dynamisme retrouvé de l'activité économique dans la majorité des économies de ce groupe, notamment, les USA qui ont enregistré un taux de 5,7% et la zone euro, où le PIB est en hausse de 5,4%.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a été tirée par la Chine et l'Inde. L'on a également noté des signaux encourageants en Europe de l'Est, en Amérique latine, au Moyen Orient et en Afrique subsaharienne.

En Afrique, la croissance a bénéficié de l'embellie d'activité en Afrique du Nord et en Afrique de l'Est, selon la Banque africaine de développement (BAD).

La croissance dans la zone CEMAC a été positive en 2021, selon la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Toutefois, la récession persiste au Congo et au Tchad. Le Cameroun demeure le moteur économique de la sous-région.

En 2022, la croissance mondiale sera influencée négativement par le conflit russo-ukrainien et l'intensification des dysfonctionnements des circuits de production, selon les perspectives de croissance du FMI publiées en juillet 2022.

La croissance mondiale ralentirait pour se situer à 3,2% en 2022, en lien avec le repli de l'activité dans les économies avancées dont le taux devrait être ramené à 2,5%, tandis que dans le groupe des pays émergents la croissance devrait perdre environ 3 points de pourcentage.

Outre la décélération de la croissance, l'Afrique subsaharienne est, en plus, menacée d'une crise alimentaire en 2022.

### Commerce international

En 2021, la réouverture des frontières et la levée des restrictions imposées par la pandémie ont permis des échanges plus importants entre pays. Le volume des échanges de biens et services a augmenté. Pour le FMI, la croissance du commerce des services a été plus importante que celle des marchandises.

En ce qui concerne les marchandises, les pays d'Asie ont été les plus actifs sur les marchés mondiaux, particulièrement sur ceux des métaux précieux. Pour ce qui est du commerce des services, les services de transport ont été davantage rendus en 2021, en lien avec la reprise de l'activité manufacturière et la levée des restrictions.



## **Cours mondiaux des produits de base**

L'indice des cours des matières premières a augmenté en 2021, en lien avec la progression des cours des matières premières énergétiques, notamment ceux du pétrole brut et du gaz naturel.

Les prix internationaux des produits de base faisant l'objet d'échanges entre le Cameroun et l'extérieur ont été bien orientés ; seuls ceux du caoutchouc brut et des bois tropicaux ont enregistré une baisse.

## **Inflation mondiale**

En 2021, on a relevé partout une flambée des prix à la consommation des ménages. Cette inflation est entretenue d'une part, par la hausse des cours des matières premières et d'autre part, par l'augmentation de la demande globale dans un contexte de relance mondiale contrainte par la perturbation des chaînes d'approvisionnement.

Selon la Banque Mondiale, l'inflation est particulièrement entretenue dans le groupe des pays émergents et en développement du fait de la dépréciation des monnaies par rapport au dollar, due au repli des transferts des capitaux étrangers.

Avec le conflit russo-ukrainien et ces conséquences, le FMI prévoit une hausse plus importante de l'inflation en 2022.

Ces évolutions sur le plan international, ont eu des répercussions sur le Cameroun, notamment en ce qui concerne la croissance et les prix, les finances publiques, le commerce extérieur, l'évolution de la monnaie et des crédits à l'économie.

## **Croissance et prix**

En 2021, le taux de croissance de l'économie camerounaise estimé par l'Institut National de la Statistique (INS) est de 3,6%. Cette embellie résulte du dynamisme observé dans tous les secteurs d'activités, mais principalement dans les secteurs tertiaire (+4,3%) et secondaire (+3,2%). Dans le secteur primaire, le taux de croissance passe de 1,4% en 2020 à 2,9%.

La croissance de la demande est attribuable aux dépenses de consommation finale, qui ont enregistré une croissance de 4,2% et ont contribué à 3,6% à la croissance du PIB.

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 2,3 % entre 2020 et 2021. Cet accroissement est en grande partie imputable au relèvement des prix des produits alimentaires ainsi que des prix des biens importés. Sur le plan spatial, les plus forts taux d'inflation sont enregistrés à Bertoua, à Bamenda, à Ebolowa et à Maroua.

## **Situation des finances publiques**

Sous fond de poursuite des efforts de consolidation budgétaire, l'exécution du budget 2021 a été marquée par la mise en œuvre du collectif budgétaire et la signature d'un nouveau programme avec le FMI, soutenu par la Facilité Elargie de Crédit et le Mécanisme Elargi de Crédit.

La situation de l'exécution du budget fait ressortir un solde budgétaire global déficitaire de 804,4 milliards, en dessous de la prévision révisée de 986,6 milliards. Les déficits du solde budgétaire de référence et du solde primaire non pétroliers se sont réduits par rapport à l'exercice 2019. L'exécution budgétaire a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources ainsi qu'une maîtrise dans l'exécution des dépenses.

## Commerce extérieur

En 2021, les statistiques nationales font état d'une augmentation de 24,9% de la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec l'extérieur. La même tendance est observée avec les échanges hors pétrole brut. Le déficit commercial du Cameroun s'est réduit de 149,1 milliards par rapport à 2020 pour s'établir à 1 226,2 milliards. L'amélioration du déficit commercial résulte d'une hausse des exportations relativement plus importante que celle des importations. Hors pétrole brut, le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 180 milliards par rapport à 2020, pour se situer à 2 195,6 milliards.

Les exportations de biens sont en hausse de 38,5%, soutenue par les ventes de pétrole brut, des bois sciés, du cacao brut en fèves, du gaz naturel, du coton brut, des bois en grume et de la pâte de cacao.

Les biens importés par le Cameroun en 2021 est en hausse de 17,2% par rapport en 2020. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des dépenses des biens de tous les grands groupes de produits.

## Monnaie et crédit

Lors de la session ordinaire du 28 juin 2021, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC avait procédé à l'évaluation de la mise en œuvre des mesures adoptées pour faire face à la crise sanitaire de la Covid-19. Le CPM avait décidé qu'en cas d'érosion accélérée des réserves de change, la politique monétaire serait automatiquement resserrée à travers notamment le relèvement du taux directeur. Ainsi le CPM a augmenté son taux directeur (TIAO) à 3,50 % le 25 novembre 2021, soit un relèvement de 25 points. Les conditions monétaires se sont durcies dans la CEMAC en décembre 2021.

A fin décembre 2021, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 8 495,8 milliards, en progression de 14,5% en glissement annuel. La masse monétaire a progressé de 17 % pour s'établir à 7 151,3 milliards dans la même période. Les avoirs extérieurs nets du Cameroun sont de 2 632,2 milliards contre 2 358,8 milliards à fin décembre 2020, enregistrant ainsi un accroissement de 11,6%. La hausse des réserves de change résulte de l'allocation des DTS et des décaissements attendus dans le cadre des programmes économiques et financiers des États avec le FMI. Par ailleurs, l'application stricte de la réglementation des changes sur les flux privés et le rapatriement des avoirs extérieurs des banques a aussi contribué à l'augmentation des réserves extérieures. Le crédit intérieur augmente de 15,9% en glissement annuel, pour s'établir à 5 863,6 milliards, résultant de la hausse des crédits à l'économie (contribution de 7,2% à la croissance du crédit intérieur) et des créances nettes sur l'Etat (contribution de 5,9%). Les crédits à l'économie se chiffrent à 4 027,7 milliards, en hausse de 12,3%.

En 2021, le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers et 415 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies d'assurance.

Le secteur bancaire se caractérise par : (i) l'augmentation du bilan consolidé des banques, (ii) l'accroissement des dépôts et des crédits à la clientèle ; (iii) l'amélioration de l'inclusion financière ; et (vi) la conformité aux normes prudentielles. Les dépôts progressent de 15,9% en glissement annuel, pour se chiffrer à 6 233,0 milliards. L'encours des crédits est de 4 312,4 milliards, en hausse de 10,3%, soutenue par les crédits octroyés aux entreprises privées (contribution de 3,7% à la croissance), aux particuliers (contribution de 3,4 points) et aux entreprises publiques.

Le secteur de la microfinance est marqué par deux faits majeurs : (i) l'entrée en activité du réseau MUFID, constitué des anciens EMF indépendants du modèle MC<sup>2</sup> ; (ii) l'agrément en deuxième catégorie de neuf (09) EMF exerçant précédemment comme indépendants de première catégorie.

Le marché des titres publics émis par adjudication s'est caractérisé par : (i) un dynamisme des opérations sur les marchés primaire et secondaire (ii) une baisse des taux de couverture des émissions, et (iii) une augmentation des coûts des émissions.

L'activité boursière sous régionale s'est confortée en 2021; la capitalisation boursière s'étant établie à 823,9 milliards, en augmentation de 19,8 %. Cette hausse est attribuable à l'entrée en bourse de l'action LA REGIONALE de l'épargne ainsi que de l'émission d'un nouvel emprunt obligataire du Gabon.

### **Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de l'activité économique**

Le moral des chefs d'entreprises est resté bas en 2021, du fait, selon eux, de la baisse d'activité et du climat des affaires peu favorable. Leur opinion sur le climat des affaires est qu'il ne s'est pas amélioré et ces dirigeants n'escomptent pas une meilleure situation en 2022.

Il s'explique aussi par la perception négative qu'ils ont des conditions d'approvisionnement d'une part, et sur les évolutions défavorables des variables telles que le chiffre d'affaires, le niveau de leurs commandes, les emplois, les bénéfices d'autre part.

L'estimation de la baisse du chiffre d'affaires en 2021 est davantage prononcée chez les très petites entreprises menant une activité de commerce, surtout dans les régions du Nord et du Nord-Ouest.

Malgré cette situation, les prix fixés en 2021 par les entreprises seraient restés majoritairement stables à l'exception de ceux pratiqués par les petites entreprises dont les responsables ont déclaré avoir augmenté les prix.

Les chefs d'entreprises interrogés estiment que les effectifs employés n'ont pas beaucoup changé. La masse salariale est en hausse dans les entreprises de service, par contre, elle a globalement baissé dans les autres branches d'activité

La situation financière a été mauvaise en 2021, pour les chefs d'entreprise qui ont accepté de répondre. Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par la hausse des prix chez les fournisseurs, le ralentissement des activités et le rallongement des délais de paiement et de règlement.

# **A- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2021**



L'année 2021 marque la reprise économique mondiale, après la contraction observée en 2020 du fait de la pandémie du Covid-19. En effet, la production et l'administration à grande échelle des vaccins couplées à la découverte d'autres traitements ont permis de mettre sous contrôle le virus et la reprise progressive des activités économiques. Le taux de croissance mondiale a ainsi gagné plus de 9 points de pourcentage par rapport à 2020. Le commerce mondial est également reparti à la hausse, de même que les cours des matières premières et l'inflation mondiale.

## I. Croissance économique

La croissance économique mondiale est estimée par le FMI<sup>1</sup> à 6,1% en 2021. En 2020, le PIB mondial avait reculé de 3,1%, dans un contexte de ralentissement presque généralisé des activités, du fait du confinement imposé dans le but de limiter la propagation du coronavirus. A la faveur des mesures d'assouplissement des mesures restrictives, les taux de croissance de plusieurs pays ont retrouvé des couleurs.

En 2022, les perspectives de croissance sont influencées par le conflit russo-ukrainien et ses conséquences notamment sur l'inflation, avec l'intensification des dysfonctionnements des circuits de production. Dans ce contexte, la croissance mondiale ralentirait à 3,2% en 2022, entraînée par celle que devrait connaître les économies avancées dont le taux devrait être ramené à 2,5%, tandis que dans le groupe des pays émergents celui-ci devrait perdre environ 3 points de pourcentage.

### 1.1. Pays avancés

Dans les économies avancées, le taux de croissance du PIB est passé de -4,5% en 2020 à 5,2%. Cette embellie est attribuable au dynamisme de l'activité retrouvé dans la majorité des pays de ce groupe et notamment aux Etats-Unis.

Le taux de croissance des Etats-Unis est passé de -3,4% en 2020, à 5,7% en 2021. En zone Euro, la croissance est de 5,4%, après une récession de 6,3% en 2020. Tous les principaux pays de la zone ont reflété cette tendance : Allemagne (+2,9% en 2021 contre -4,6%) ; France (+6,8% contre -7,9%) ; Italie (+6,6% contre -9%). La même dynamique a été observée en Espagne où la reprise en 2021 (+5,1%) n'a pas été aussi importante que le recul de 2020 (-10,8%). Dans leur ensemble, l'activité des autres pays avancés a repris des couleurs en 2021 (+5,1% contre -1,8%).

En 2022, seule l'économie japonaise devrait rester résiliente avec un taux de croissance estimé à 1,7% en 2022, comme en 2021. Le reste des pays du groupe devrait subir les affres de la conjoncture économique internationale : un ralentissement de l'activité sera observé aux Etats-Unis (+2,3% contre 5,7% en 2021), dans la zone euro (2,6% contre 5,4% en 2021) et Royaume Uni (3,2% contre 7,4%). Parmi les pays de la zone euro, la croissance du PIB allemand ralentirait à 1,2%, celle de la France et de l'Italie chuterait respectivement à 2,3% et 3%, tandis que celle de l'Espagne diminuerait à 4%

### 1.2. Pays émergents et en développement

Dans le groupe des pays émergents, la croissance de 6,8% observée en 2021 est principalement portée par les performances des pays asiatiques (+7,3% contre -0,8% en 2020). La Chine reste l'économie la plus dynamique de ce groupe de pays, avec un gain de 8,1 points de croissance en 2021. L'économie indienne s'est redressée de plus de 15 points de pourcentage, pour s'établir à 8,7%.

---

<sup>1</sup> IMF 2022, *World economic outlook update : gloomy and more uncertain, July 2022*, p.7 ; p.18.

Dans les pays émergents d'Europe, la croissance a bondi à 6,7% en 2021, contre une récession de 1,8% en 2020. Le taux de croissance de la Russie passe de -2,7% en 2020, à 4,7%.

Les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont œuvré pour retrouver leur niveau d'avant crise. Après la forte récession de 2020, la croissance est de 6,9% en 2021. Dans ce groupe de pays, le Brésil enregistre un taux de 4,6%, et le Mexique, 4,8%.

Le taux de croissance moyen des pays émergents du Moyen-Orient et d'Afrique est de 5,8% en 2021 après une récession de 2,9% de 2020. Le taux de croissance de l'Afrique du Sud est de 4,9% contre -6,3% en 2020. L'économie du Nigéria connaît un taux de croissance 3,6%, contre -1,8% en 2020.

La croissance du groupe des pays émergents et en développement devrait être tirée en 2022, par celle des pays émergents et en développement d'Europe, où il est prévu que le taux de croissance se contracte de 1,4% du fait des sanctions prises à l'encontre de la Russie. Le FMI prévoit une récession en Russie de 6% en 2022.

La croissance dans les pays émergents et en développement d'Asie devrait décélérer à 4,6%, celle de Chine devant s'établir à 3,3%. Dans les pays du Moyen Orient et d'Asie Centrale, l'activité devrait ralentir, tandis que dans les pays d'Amérique latine, le taux de croissance devrait afficher 3%. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance décèlerait à 3,8%, alors que l'économie nigériane garderait le même rythme qu'en 2021.

### **1.3. Conjoncture économique en Afrique**

Selon la Banque africaine de développement<sup>2</sup>, la croissance africaine est de 6,9% en 2021, contre -1,6% en 2020, même si les performances par zone économique sont contrastées. Si en Afrique du Nord et de l'Est, l'on a enregistré une forte croissance, en Afrique centrale en revanche, la reprise a été molle, du fait de facteurs internes.

La forte reprise en Afrique est due :1) à la réouverture des économies suite au ralentissement des infections et des décès liés à la COVID-19 ; 2) à la hausse des cours des matières premières ; et 3) à une reprise plus importante qu'attendue en Libye du fait d'une amélioration de la situation sociopolitique du pays.

#### **1.3.1. Afrique du Nord**

La reprise économique a été plus forte en Afrique du Nord, avec une croissance estimée à 11,7 % pour 2021. Cette reprise est essentiellement attribuable à la Libye, grâce à un fort rebond des activités du secteur pétrolier, avec la levée du blocus des exportations de pétrole à fin 2020.

La croissance en Afrique du Nord devrait ralentir à 4,5 % en 2022. La hausse des prix du pétrole qui va profiter à la Libye et à l'Algérie ne serait pas suffisant pour maintenir le rythme de croissance dans la région. Il en est de même des dividendes de la paix en Lybie, engagée dans un processus d'atténuation de l'incertitude politique.

#### **1.3.2. Afrique de l'Est**

Le taux de croissance du PIB en Afrique de l'Est est estimée à 4,7% en 2021, en lien avec la mise en œuvre des projets phares d'infrastructure, la diversification économique, le renforcement des liens commerciaux au sein de la région, renforcées par de bonnes performances agricoles.

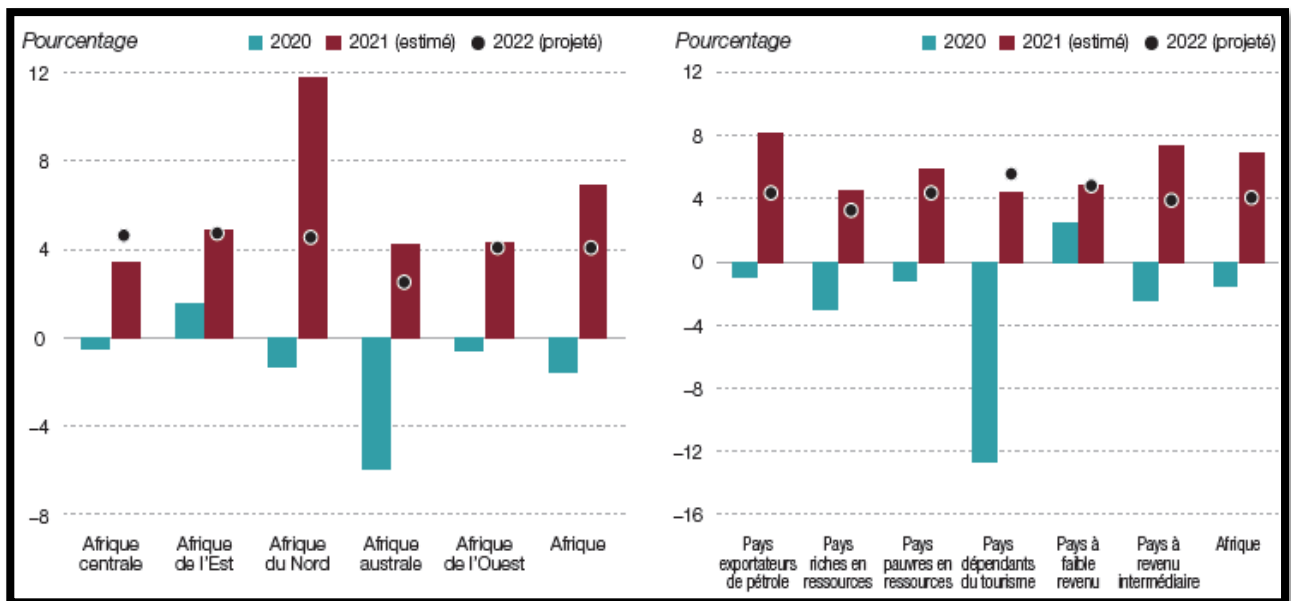
---

<sup>2</sup> BAD, *Perspectives économiques en Afrique 2022. Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique*, p.51 ; p.222.

Dans cette région, le Rwanda reste la région la plus performante avec un taux de croissance estimé à 10% en 2021, suivi par les Seychelles, dont la croissance affiche un taux de 7,9% du fait du dynamisme observé dans le secteur du tourisme. Le Kenya enregistre également une belle performance (6,7%) à cause des investissements dans les infrastructures publiques et du redressement de la consommation privée. Le taux de croissance de 6% de l'Ouganda s'explique par l'augmentation de la consommation des ménages et celle des dépenses publiques, ainsi que par l'accroissement des investissements dans le secteur pétrolier.

En 2022, la croissance du PIB de la zone devrait se stabiliser à 4,7 %. Le taux de croissance de l'Ouganda devrait s'établir à 4,6 %.

**Graphique 1:** Evolution de la croissance en Afrique par région et par groupe de pays entre 2020 et 2021



Source : BAD (2022)<sup>3</sup>

### 1.3.3. Afrique de l'Ouest

Le taux de croissance en Afrique de l'Ouest, estimé à 4,3% en 2021, tiré par le Nigeria. En effet, le PIB nigérian a augmenté de 3,6% grâce à la hausse du prix du pétrole brut, à la reprise dans les secteurs des services et de l'industrie et des politiques de soutien à l'agriculture. En Côte d'Ivoire et au Ghana, le PIB progresse respectivement de 5,0 % et de 7,4 %. L'économie de l'Afrique de l'Ouest devrait rester dynamique en 2022, avec un taux de croissance estimé à 4,1 %.

### 1.3.4. Afrique australe

Cette région, durement touchée par la pandémie de COVID-19, a enregistré une croissance de 4,2% en 2021, du fait la hausse de la demande mondiale de métaux, ainsi que par les campagnes de vaccination qui ont favorisé la croissance du secteur du tourisme. L'économie sud-africaine a enregistré une forte croissance estimée à 5 %, la plus élevée depuis 2007. Celle-ci provient des importantes mesures de relance budgétaire mises en œuvre dans ce pays. La croissance est de 12,5% au Botswana et de 4,0 %. Ces deux derniers pays devraient poursuivre leur dynamique de croissance avec des taux respectifs de 4,2 % et 6,2 % en 2022, tandis que la croissance ralentirait à 1,9%. La croissance de la sous-région devrait ralentir jusqu'à 2,5 % en 2022.

<sup>3</sup> Id., p.21 ; p.222.

### 1.3.5. Afrique centrale

En Afrique centrale, la croissance est estimée à 3,4 % en 2021 du fait des bonnes performances de quasiment tous les pays de la zone. La hausse du commerce des produits primaires a été le moteur de la croissance. La République Démocratique du Congo a, par exemple, enregistré une croissance de 5,7 %, soutenue par les secteurs de l'agriculture et des services. Selon la BAD, le taux de croissance de la sous-région serait de 4,6 % en 2022.

**Tableau 1 :** Croissance du PIB réel en Afrique entre 2020 et 2021 et projections de croissance jusqu'en 2023

	Estimations d'avril 2022					Estimations d'avril 2022			
	2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)		2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)
Afrique australe	-6,0	4,2	2,5	2,4	Afrique du Nord	-1,3	11,7	4,5	4,2
Afrique du Sud	-6,4	4,9	1,9	1,4	Algérie	-4,9	4,0	3,7	2,6
Angola	-5,4	0,7	2,9	3,5	Égypte	3,6	3,3	5,7	5,1
Botswana	-8,7	12,5	4,2	4,4	Libye	-59,7	177,3	3,5	4,4
Lesotho	-7,6	1,0	2,5	2,8	Maroc	-6,3	7,2	1,8	3,3
Madagascar	-7,1	3,3	5,0	5,4	Mauritanie	-1,8	3,9	4,8	4,6
Malawi	0,9	3,9	2,4	4,0	Tunisie	-8,7	3,4	2,5	3,2
Maurice	-14,9	4,0	6,2	5,6	Afrique de l'Ouest	-0,6	4,3	4,1	4,1
Mozambique	-1,2	2,2	3,7	4,5	Bénin	3,8	7,0	6,1	6,4
Namibie	-7,9	2,4	2,6	3,5	Burkina Faso	1,9	6,7	5,0	5,4
São Tomé et Príncipe	3,1	2,2	1,5	3,2	Cap-Vert	-14,8	7,1	5,1	5,7
eSwatini	-1,9	6,1	2,4	1,9	Côte d'Ivoire	2,0	7,4	6,0	6,7
Zambie	-3,0	4,0	3,2	3,8	Gambie	-0,2	5,5	4,8	5,8
Zimbabwe	-5,3	6,3	3,5	3,3	Ghana	0,4	5,0	5,3	5,1
Afrique centrale	-0,5	3,4	4,6	4,3	Guinée	6,4	4,3	4,9	5,7
Cameroun	0,5	3,5	3,8	4,1	Guinée-Bissau	-1,4	3,8	3,7	4,5
Centrafrique	1,0	0,7	3,8	3,9	Libéria	-3,0	3,3	3,5	4,3
Congo	-8,1	-0,2	4,3	3,2	Mali	-1,2	3,2	2,1	5,4
Gabon	-1,8	1,3	3,3	3,4	Niger	3,5	1,4	6,5	7,2
Guinée équatoriale	-4,9	1,4	5,0	-1,9	Nigeria	-1,8	3,6	3,4	3,0
Rép. Dém. du Congo	1,7	5,7	6,2	6,5	Sénégal	1,3	6,1	4,6	8,2
Tchad	-2,2	0,6	2,9	3,2	Sierra Leone	-2,0	3,2	4,0	4,2
Afrique de l'Est	1,5	4,8	4,7	5,5	Togo	1,8	6,0	5,8	6,8
Burundi	-1,0	2,3	3,6	4,8	Afrique	-1,6	6,9	4,1	4,1
Comores	0,2	1,9	2,5	3,2	Afrique (hors Libye)	-1,2	4,2	4,1	4,1
Djibouti	1,2	3,9	3,4	5,2	Afrique (hors Nigeria)	-1,5	7,5	4,2	4,3
Érythrée	-0,6	2,9	4,7	3,6	Postes pour mémoire				
Éthiopie	6,1	5,6	4,8	5,7	Afrique du Nord (y compris le Soudan)	-1,5	10,9	4,4	4,3
Kenya	-0,3	6,7	5,9	5,5	Afrique subsaharienne	-1,7	4,3	3,8	4,0
Ouganda	-1,5	6,0	4,6	6,2	Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	-0,7	4,2	4,2	4,6
Rwanda	-3,4	10,0	6,9	7,9	Pays exportateurs de pétrole	-1,0	8,1	4,4	4,1
Seychelles	-7,7	7,9	5,0	5,9	Pays importateurs de pétrole	-2,4	5,3	3,7	4,1
Somalie	-0,3	2,0	3,0	3,6					
Soudan	-3,6	0,5	2,5	4,5					
Soudan du Sud	13,2	-6,0	5,3	6,5					
Tanzanie	4,8	4,9	5,0	5,6					

Source : BAD (2022)<sup>4</sup>

### 1.4. Conjoncture en zone CEMAC

La croissance de la zone CEMAC est de 1,4 % en 2021, contre - 1,7 % en 2020, selon la BEAC, portée par le secteur non pétrolier, qui a enregistré une croissance de 3%. La production pétrolière a été

<sup>4</sup> Ibid., p.51 ; p.222.



en baisse en 2021 et a contribué négativement à la croissance du PIB (-1,5%). A l'exception du Congo et du Tchad, on note une reprise dans tous les autres pays de la zone.

**Tableau 2:** Evolution du taux de croissance des pays de la CEMAC entre 2020 et 2021

<b>PAYS</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
CAMEROUN	<b>0,5</b>	<b>3,2</b>
CONGO	<b>-6,1</b>	<b>-1,5</b>
GABON	<b>-1,7</b>	<b>1,3</b>
GUINEE EQUATORIALE	<b>-4,6</b>	<b>0,8</b>
RCA	<b>0,6</b>	<b>1,1</b>
TCHAD	<b>-2,2</b>	<b>-1</b>
<b>CEMAC</b>	<b>-1,7</b>	<b>1,4</b>

Source : BEAC<sup>5</sup>

La croissance économique a été portée, du côté de la demande, par la demande intérieure, avec une reprise de la consommation privée (contribution à la croissance de 2,7 points) et des investissements bruts (contribution de 2,5 points). La demande extérieure nette et la consommation publique par contre, ont négativement contribué à la croissance dans la CEMAC, en lien avec la modération des dépenses publiques courantes liées à la lutte contre la pandémie et surtout avec le recul des exportations en volume d'hydrocarbures.

Du côté de l'offre, si les secteurs tertiaire (contribution de 1,4 point) et secondaire (contre de 0,7 point), par contre, le secteur primaire a grevé la croissance de 1,1 point en 2021. Le recul des activités dans le secteur primaire est imputable à la faiblesse de la production des hydrocarbures, en lien avec la baisse de la productivité des champs pétroliers.

## **II. Commerce international**

Le commerce mondial a repris de plus belle en 2021, en lien avec la réouverture des frontières et la levée des restrictions imposées par la pandémie. Le volume des échanges commerciaux a progressé de 10,1%, après la contraction de 7,9% observée en 2020.

Dans les économies avancées, le volume des échanges a augmenté de 9,1%, du fait d'une croissance du volume des exportations (+8,5%) et surtout des importations (+9,4%) de biens et services.

Dans les économies émergentes et en développement, les échanges ont progressé de 11,7% en 2021, après le repli de 6,2% enregistré en 2020. Les importations des biens et services de ce groupe de pays augmentent de 11,76% tandis que le taux de croissance des exportations est de 12,3%.

Par type d'opération, cette évolution s'explique, selon l'organisation mondiale du commerce (OMC), par la croissance (+15%) du commerce des services ; le volume du commerce des marchandises augmente de 9,8%.

### **2.1. Commerce des marchandises**

L'analyse des tendances du commerce des marchandises révèle d'une part, le dynamisme des pays d'Asie, et d'autre part, la prépondérance des échanges des métaux.

<sup>5</sup> BEAC, 2022. *Rapport sur la politique monétaire*, mars 2022, p.22 ; p.60.

### 2.1.1. Commerce des marchandises par région.

Le commerce des marchandises a été vigoureux en Asie en 2021. Les exportations s'accroissent de 13,8%. Au Moyen Orient, les exportations ont été dynamiques, soutenue par la remontée des cours du pétrole. En effet, les exportations des pays de cette région augmentent de 7,3%.

Les importations ont été plus importantes en Amérique. En Amérique du Sud, elles progressent d'environ 25%, et en Amérique du Nord, d'environ 12%. Les exportations asiatiques ont, quant à elles, augmenté de 11%, après avoir quasiment stagné en 2020 (-1%).

**Tableau 3:** Volume du commerce des marchandises et PIB réel, 2018-2023a  
Variation annuelle en %

	2018	2019	2020	2021	2022P	2023P
<b>Volume du commerce mondial des marchandises<sup>b</sup></b>	3,0	0,2	-5,0	9,8	3,0	3,4
<b>Exportations</b>						
Amérique du Nord	3,8	0,3	-8,8	6,3	3,4	5,3
Amérique du Sud <sup>c</sup>	-0,9	-1,2	-4,6	6,8	-0,3	1,8
Europe	1,8	0,6	-7,8	7,9	2,9	2,7
CEI <sup>d</sup>	4,0	-0,3	-1,2	1,4	4,9	2,8
Afrique	3,1	-0,3	-7,5	5,1	1,4	1,1
Moyen-Orient	4,6	-1,9	-9,3	7,3	11,0	2,9
Asie	3,7	0,9	0,5	13,8	2,0	3,5
<b>Importations</b>						
Amérique du Nord	5,1	-0,6	-6,1	12,6	3,9	2,5
Amérique du Sud <sup>c</sup>	4,8	-1,7	-11,2	25,8	4,8	3,1
Europe	1,9	0,3	-7,3	8,1	3,7	3,3
CEI <sup>d</sup>	4,0	8,3	-5,5	10,7	-12,0	-5,2
Afrique	5,4	3,0	-11,8	4,2	2,5	3,9
Moyen-Orient	-4,1	5,2	-9,8	5,3	11,7	6,2
Asie	5,0	-0,4	-1,0	11,1	2,0	4,5
<b>Prix réel aux taux de change du marché</b>	3,2	2,5	-3,4	5,7	2,8	3,2
Amérique du Nord	2,8	2,1	-3,8	5,5	2,9	2,1
Amérique du Sud <sup>c</sup>	0,4	-0,5	-6,8	6,3	1,9	2,7
Europe	2,0	1,7	-5,9	5,8	2,3	2,5
CEI <sup>d</sup>	3,1	2,4	-2,5	4,6	-7,9	-0,1
Afrique	3,2	3,0	-2,5	4,6	3,2	3,9
Moyen-Orient	0,9	0,4	-4,5	2,8	3,4	3,8
Asie	4,9	4,0	-0,9	6,1	3,8	4,7
<b>Mémo: Pays les moins avancés (PMA)</b>						
Volume des exportations de marchandises	5,1	-0,2	-2,1	4,9	3,5	3,8
Volume des importations de marchandises	5,0	2,7	-11,3	9,5	6,6	8,9
PIB réel aux taux de change du marché	4,6	5,0	0,5	1,3	3,7	5,8

a Les chiffres pour 2022 et 2023 sont des projections.

b Moyennes des exportations et des importations.

c Fait référence à l'Amérique du Sud et centrale et aux Caraïbes.

d Fait référence à la Communauté d'États indépendants (CEI), y compris certains États associés et anciens États membres.

Note: Les projections intègrent des techniques d'échantillonnage de données mixtes (MIDAS) pour certains pays afin de tirer parti de données à haute fréquence comme le trafic de conteneurs et les indices de risque financier.

**Source:** Communiqué de presse de l'OMC sur les perspectives du commerce mondial<sup>6</sup>

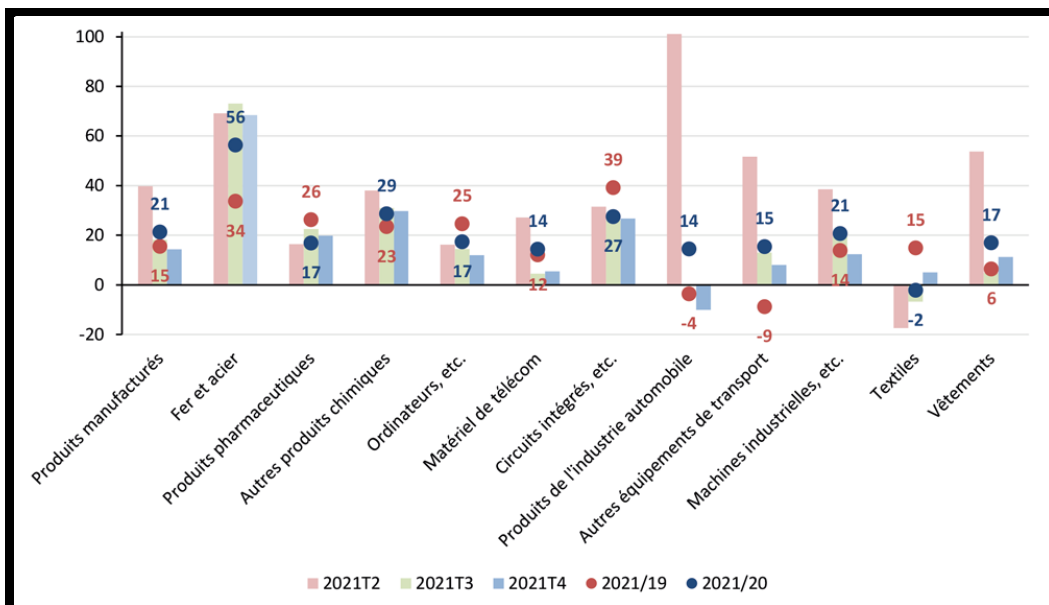
### 2.1.2. Commerce des marchandises par type de produit

Par type de produit, les statistiques de l'OMC révèlent une hausse de 21% du volume des échanges des produits manufacturés. Cette évolution est imputable à l'augmentation des échanges des

<sup>6</sup> OMC, 2022. *Press/902 communiqué de presse*. [https://www.wto.org/french/news\\_f/pres22\\_f/pr902\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/pres22_f/pr902_f.htm)

produits métalliques dont le taux de croissance est estimé à 56%, tandis que le taux de croissance des échanges des machines industrielles était estimé à 21%.

**Graphique 2:** Croissance du commerce des produits manufacturés, en glissement annuel, 2021 (Variation en % des valeurs en \$EU)

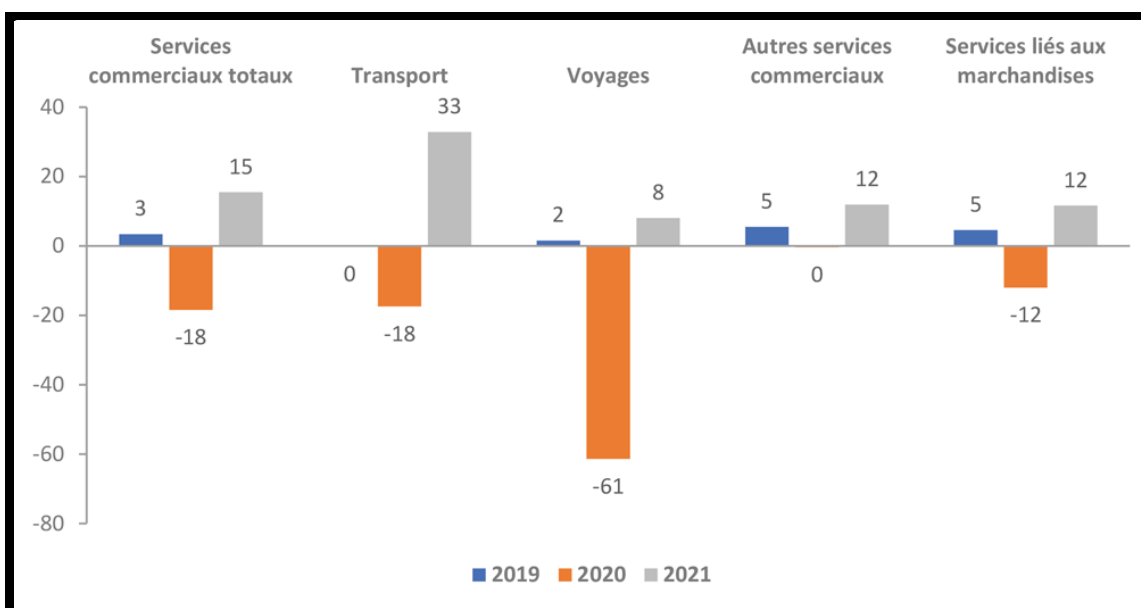


**Source :** Communiqué de presse de l'OMC sur les perspectives du commerce mondial<sup>7</sup>

## 2.2. Commerce des services

Le taux de croissance du commerce des services est estimé à 15% en 2021, après -18% en 2020. Les services de transport ont été davantage rendus en 2021, en lien avec la reprise de l'activité manufacturière et la levée des restrictions. Leur volume augmente de 33% en 2021, loin devant les services de voyage qui ont progressé de 8%.

**Graphique 3:** Croissance du commerce mondial des services commerciaux, en glissement annuel, 2019-2021 (Variation en % des valeurs en \$EU)



**Source :** Communiqué de presse de l'OMC sur les perspectives du commerce mondial<sup>8</sup>

<sup>7</sup> Id.

<sup>8</sup> Ibid.

### **III. Cours mondiaux des produits de base**

L'indice des cours des matières premières a fortement augmenté en 2021 par rapport à 2020, d'après les données d'Index Mundi. Après une baisse de 10% en 2020, il progresse de 53%, porté par la remontée des cours des matières premières énergétiques.

#### **3.1. Produits énergétiques**

L'indice des cours des matières premières énergétiques a progressé de 81% en 2021, après avoir perdu 33% de sa valeur en 2020. Dans ce groupe, les cours moyens de pétrole brut sont en hausse de 67%, tandis que l'indice des cours de gaz naturel a fortement augmenté par rapport à 2020 (+187%).

#### **3.2. Produits non énergétiques**

L'indice des cours des matières premières non énergétiques a progressé de 33% en 2021, après 3% 2020. Dans ce groupe, les cours moyens de pétrole brut ont évolué de 67% en 2021, tandis que l'indice des cours de gaz naturel a augmenté de 187%.

#### **3.3. Evolution des cours des produits échangés par le Cameroun**

A l'exception de ceux du riz, les cours des matières premières faisant l'objet d'échanges entre le Cameroun et l'extérieur ont enregistré une hausse en 2021.

Dans le groupe des matières premières agricoles, le cours moyen du caoutchouc s'est apprécié de 23% ; celui du coton, de 41% ; celui des bois, de 5%. Les cours des deux variétés de café (Robusta et Arabica) ont respectivement augmenté de 31% et de 36% tandis que ceux de l'huile de palme et du sucre se sont respectivement accrus de 50% et de 38%.

Dans le groupe des matières premières céréalières, le prix du kilogramme de maïs a augmenté de 57% et celui du blé, d'environ 30%. Par contre, les cours mondiaux des différentes variétés de riz ont baissé en moyenne de 8%.

Le cours de l'aluminium a connu une hausse de 45% en 2021, tandis que celui de l'or passe de 27% en 2020 à 2%.

**Tableau 4 :** Evolution de l'indice des cours des matières premières entre 2015 et 2021

	Energétiques	Non-énergétiques	Produits agricoles									Engrais	Métaux et minéraux		Métaux précieux
			Boissons	Nourriture			Produits alimentaires	non		Métaux de base (ex. fer)					
				Huiles alimentaires	Grains	Autres produits alimentaires		Bois	Autres produits non alimentaires						
<b>2015</b>	66.10	81.62	87.86	93.95	88.46	84.36	87.06	95.13	83.29	96.07	69.31	98.40	66.94	73.60	90.64
<b>2016</b>	56.02	79.36	87.45	91.29	89.63	88.27	80.69	99.50	80.20	89.65	69.86	77.71	62.97	68.29	97.45
<b>2017</b>	69.36	83.73	86.95	83.11	90.20	87.57	80.55	102.41	81.00	85.56	76.01	74.26	78.20	84.94	97.84
<b>2018</b>	89.36	85.22	86.69	79.08	90.45	85.01	88.76	99.13	81.43	88.27	73.95	82.50	82.51	90.57	97.17
<b>2019</b>	78.25	81.68	83.31	76.13	86.98	77.46	88.96	97.71	78.05	85.60	69.79	81.38	78.36	81.62	105.44
<b>2020</b>	52.68	84.36	87.52	80.38	93.12	89.79	95.35	95.49	77.56	86.41	67.89	73.20	79.15	80.19	133.54
<b>2021</b>	95.38	111.99	108.70	93.49	121.85	127.10	123.82	113.14	84.51	90.43	78.04	132.15	116.44	117.74	140.17
<b>2020/2019</b>	<b>-33%</b>	<b>3%</b>	<b>5%</b>	<b>6%</b>	<b>7%</b>	<b>16%</b>	<b>7%</b>	<b>-2%</b>	<b>-1%</b>	<b>1%</b>	<b>-3%</b>	<b>-10%</b>	<b>1%</b>	<b>-2%</b>	<b>27%</b>
<b>2021/2020</b>	<b>81%</b>	<b>33%</b>	<b>24%</b>	<b>16%</b>	<b>31%</b>	<b>42%</b>	<b>30%</b>	<b>18%</b>	<b>9%</b>	<b>5%</b>	<b>15%</b>	<b>81%</b>	<b>47%</b>	<b>47%</b>	<b>5%</b>

Source : Banque Mondiale, 2022.<sup>9</sup>

<sup>9</sup> World bank, 2022. World Bank Commodity Price Data (The Pink Sheet) <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets#1>

## IV. Inflation mondiale

En 2021, l'inflation mondiale est de 5,2%, après 3,9% en 2020. Cette tendance est reflétée dans presque toutes les économies du monde. Cette hausse s'explique, d'une part, par la flambée des cours des matières premières, et d'autre part, par la bonne tenue de la demande globale dans un contexte de perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les coûts de transport ont ainsi augmenté de 33% en 2021.

### 4.1. Evolution de l'inflation dans le groupe des pays avancés

Dans les pays avancés, les prix progressent de 2,4% en 2021, soutenus principalement par celle des produits énergétiques (+11,2 %). La croissance des prix des produits alimentaires a ralenti, passant de 2,3% en 2020 à 1,35%.

### 4.2. Inflation dans le groupe des pays émergents et en développement

L'inflation a accéléré dans les pays émergents et en développement, passant de 4,9% en 2020 à 6% en 2021. Pour la Banque Mondiale, cette inflation est particulièrement entretenue par les dépréciations de plusieurs monnaies (qui a renchéri les importations) consécutives à une baisse des transferts des capitaux étrangers.

**Tableau 5:** Evolution de l'inflation par groupes de pays et par type de produits entre 2020 et 2021

	2020	2021
<b>INDICE GLOBAL DES PRIX A LA CONSOMMATION</b>	<b>3,97</b>	<b>5,24</b>
dans les pays avancés	0,54	2,47
dans les pays émergents et en développement	4,91	6,05
<b>DES PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	<b>5,55</b>	<b>5,44</b>
dans les pays avancés	2,36	1,35
dans les pays émergents et en développement	6,41	6,85
<b>DES PRODUITS ENERGETIQUES</b>	<b>1,73</b>	<b>6,66</b>
dans les pays avancés	-0,31	11,20
dans les pays émergents et en développement	2,35	4,81

Source : Banque Mondiale<sup>10</sup>

### 3.1 Perspectives de la croissance, du commerce et des prix mondiaux

Avec le conflit russo-ukrainien et ses conséquences, le FMI estime que l'inflation mondiale devrait passer de 4,7% en 2021 à 8,3% en 2022, celle dans les pays avancés devrait passer de 3,1% à 6,6%, et celle des pays émergents de 5,9% à 9,5%, sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie.

<sup>10</sup> Ha, Jongrim; Kose, M. Ayhan; Ohnsorge, Franziska. 2021. "One-Stop Source: A Global Database of Inflation." Policy Research Working Paper; No. 9737. World Bank, Washington, DC.

**Tableau 6:** Perspectives de la croissance, du commerce et des prix mondiaux

	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Projections</b>	
			<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>PIB mondial</b>	<b>-3.1</b>	<b>6.1</b>	<b>3.2</b>	<b>2.9</b>
<b>Economies avancées</b>	<b>-4.5</b>	<b>5.2</b>	<b>2.5</b>	<b>1.4</b>
USA	-3.4	5.7	2.3	1.0
Zone Euro	-6.3	5.4	2.6	1.2
Allemagne	-4.6	2.9	1.2	0.8
France	-7.9	6.8	2.3	1.0
Italie	-9.0	6.6	3.0	0.7
Espagne	-10.8	5.1	4.0	2.0
Japon	-4.5	1.7	1.7	1.7
Royaume Uni	-9.3	7.4	3.2	0.5
Canada	-5.2	4.5	3.4	1.8
Autres économies avancées 3/	-1.8	5.1	2.9	2.7
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>-2.0</b>	<b>6.8</b>	<b>3.6</b>	<b>3.9</b>
Pays émergents et en développement d'Asie	-0.8	7.3	4.6	5.0
Chine	2.2	8.1	3.3	4.6
Inde 4/	-6.6	8.7	7.4	6.1
ASEAN-5 5/	-3.4	3.4	5.3	5.1
Pays émergents et en développement d'Europe	-1.8	6.7	-1.4	0.9
Russie	-2.7	4.7	-6.0	-3.5
Amérique latine et Caraïbes	-6.9	6.9	3.0	2.0
Brésil	-3.9	4.6	1.7	1.1
Mexique	-8.1	4.8	2.4	1.2
Moyent Orient et Asie du Centre	-2.9	5.8	4.8	3.5
Arabie Saoudite	-4.1	3.2	7.6	3.7
Afrique subsaharienne	-1.6	4.6	3.8	4.0
Nigeria	-1.8	3.6	3.4	3.2
South Africa	-6.3	4.9	2.3	1.4
<i>Memorandum</i>				
Croissance mondiale Basée sur les taux de change des marchés	-3.4	5.8	2.9	2.4
Union Européenne	-5.8	5.4	2.8	1.6
Moyen Orient et Afrique du Nord	-3.4	5.8	4.9	3.4
Pays émergents et pays à revenus moyens	-2.2	7.0	3.5	3.8
Pays à revenus faibles	0.1	4.5	5.0	5.2
<b>Volume du commerce mondial (biens et services)</b>	<b>-7.9</b>	<b>10.1</b>	<b>4.1</b>	<b>3.2</b>
Economies avancées	-8.8	9.1	5.3	3.2
Pays émergents et en développement	-6.2	11.7	2.2	3.3
<b>Prix des matières premières (US dollar)</b>				
Pétrolières	-32.7	67.3	50.4	-12.3
Non pétrolières (moyenne basée sur le poids des importations mondiales des matières premières)	6.7	26.1	10.1	-3.5
<b>Prix à la consommation mondiale</b>	<b>3.2</b>	<b>4.7</b>	<b>8.3</b>	<b>5.7</b>
Economies avancées	0.7	3.1	6.6	3.3
Pays émergents et en développement	5.2	5.9	9.5	7.3

**Source:** FMI<sup>11</sup>

<sup>11</sup> *Ibid.* p.7 ; p.18

## **B- EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2021**





En 2021, le taux de croissance de l'économie camerounaise estimé par l'Institut National de la Statistique (INS) est de 3,6%. Cette embellie résulte du dynamisme observé dans tous les secteurs d'activités, mais principalement dans les secteurs tertiaire (+4,3%) et secondaire (+3,2%). Dans le secteur primaire, le taux de croissance passe de 1,4% en 2020 à 2,9%.

## I. Production

Le secteur tertiaire retrouve son rôle moteur dans l'économie camerounaise en 2021. Sous l'effet de la reprise des activités de transport et entreposage d'une part, d'hébergement et de restauration, d'autre part, le PIB sectoriel affiche un taux de croissance de 4,3%, avec une contribution à la croissance de 2,2 points.

Par ailleurs, le taux de croissance des services financiers s'améliore d'environ 8 points pour s'établir à 10,3% tandis que celui des services d'information et de télécommunications passe de 5,3% en 2020 à 6,1%.

**Tableau 7 :** Taux de croissance des branches d'activité du secteur tertiaire de 2015 à 2021 (en%)

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Ensemble secteur</b>	<b>3,2</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>3,1</b>	<b>0,1</b>	<b>4,3</b>
Commerce, réparation véhicules	-0,4	6,1	4,4	2,8	2,8	0,3	3
Restaurants et hôtels	3,7	4,9	6,2	5,2	4,2	-8,4	7,3
Transports, entrepôts, communications	8,9	2,3	4,2	4	4,1	0,0	5,6
Informations et télécommunications	0,4	9,3	6,9	-0,8	1,6	5,3	6,1
Banques et organismes financiers	7,7	7,5	5	13,7	3,2	2,8	10,3
Administration publique, sécurité sociale	-2,2	1,9	3,5	5	3,1	2,5	2,7
Education	3,1	6	4,2	2	2	0,6	3,2
Santé et action sociale	2,5	2,6	3,9	3,2	2,4	4,7	4,2
Autres services	4,3	4	5,4	6,3	2,8	1,1	2,5

**Source :** INS, les Comptes Nationaux de 2021, septembre 2022

Dans le secteur secondaire, le taux de croissance est passé de 1,4% en 2020 à 3,2% et ce, grâce à la performance globale des branches d'activités non pétrolières. Si les industries agroalimentaires et les autres industries manufacturières affichent une contribution à la croissance de 0,3 point, et les BTP de 0,2 point, par contre, les industries d'extraction pétrolière participent négativement (-0,1 point) à la croissance économique.

Les branches fabrication des produits chimiques (-2,4%), réparation et installation des machines et équipements mécaniques (-6,3%) et fabrication de matériel de transport (-6,5%) ont aussi contribué négativement à la croissance du secteur secondaire.

**Tableau 8 :** Croissance des branches d'activité du secteur secondaire de 2015 à 2021 (en%)

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Ensemble Secteur</b>	<b>6,4</b>	<b>5</b>	<b>1,4</b>	<b>4,4</b>	<b>3,8</b>	<b>1,4</b>	<b>3,2</b>
Industries extractives	15,4	-3	-17,5	-2,8	8,2	2,6	-2,5
dont extraction d'hydrocarbures	15,5	-4,3	-19,2	-3	8,4	3	-3,2
Industries Agro-alimentaires	2	5	4,4	2,8	2,4	2,8	5,2
Autres Industries manufacturières	6,5	4,3	1,8	7,4	0,1	-4,9	3,7
Production et distribution d'électricité	0,3	8,7	7	1	0,0	1	1,4
Production et distribution d'eau et assainissement	9,5	-2,2	2,6	2,5	1,8	2,9	1,4
BTP	5,7	12	8,5	7,7	7,9	6,8	3,2

**Source :** INS, Les Comptes Nationaux de 2021, septembre 2022

Dans le secteur primaire, la croissance accélère passant de 1,7% en 2020 à 2,9%, tirée par l'activité dans les branches agriculture, sylviculture et exploitation forestière. La contribution du secteur à la croissance économique est de 0,5 point.

Dans la branche agriculture, le taux de croissance est de 3,5% en 2021 et contribue à hauteur de 0,4 point à la croissance. Cette performance est tirée par l'augmentation de la production de cacao et de banane.

**Tableau 9 :** Croissance des branches d'activité du secteur primaire de 2015 à 2021(en %)

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Secteur primaire</b>	<b>5,3</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>1,4</b>	<b>2,9</b>
Agriculture	6,8	3,3	1,3	3,2	3,3	1,7	3,5
Elevage et chasse	3	5,4	4,4	3,6	3,8	2,7	2,4
Sylviculture et exploitation forestière	5	-2,5	4,2	5,8	6,1	-0,1	1,3
Pêche et pisciculture	-0,2	7,6	4,0	3,2	2,1	1,0	4,4

**Source :** INS, Les Comptes Nationaux de 2021, septembre 2022

## II. Demande nationale

La croissance de la demande est attribuable à la demande intérieure. En effet, les dépenses de consommation finale ont enregistré une croissance de 4,2% et ont contribué à 3,6% à la croissance du PIB. La croissance des dépenses de consommation a été induite par leur composante privée dont l'apport à la formation du PIB est estimé à 3,2 points. Les investissements, en hausse de 12,1% en 2021, tirés par leur composante publique, ont contribué à 2 points à la croissance.

La demande extérieure a contribué négativement à la croissance, résultat d'une hausse de 3,4% des exportations combinée à une progression de 13,8% des importations en volume des biens et services.

**Tableau 10 : PIB et ses emplois (évolution des volumes en %)**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	<b>6,3</b>	<b>2,5</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>0,4</b>	<b>4,2</b>
<i>privée</i>	6,4	2,4	4,7	5,1	4,1	0,3	4,3
<i>publique</i>	5,2	3	0,1	4,6	3,8	1,1	3
<b>2. FBCF</b>	<b>1,8</b>	<b>7,8</b>	<b>2,2</b>	<b>6,1</b>	<b>3,3</b>	<b>-4,2</b>	<b>8,4</b>
<i>privée</i>	1,6	5,6	7	2,9	3,1	4,2	9,6
<i>publique</i>	2,3	13,3	-9,1	15	3,6	-25,3	4
<b>3. Variation des stocks</b>	<b>-378,7</b>	<b>-177,2</b>	<b>-54,2</b>	<b>-21</b>	<b>1134,7</b>	<b>269,9</b>	<b>-113,7</b>
<b>4. Investissement (2+3)</b>	<b>-3,8</b>	<b>11,4</b>	<b>1,2</b>	<b>5,9</b>	<b>2,6</b>	<b>-6,4</b>	<b>12,1</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-32</b>	<b>-9,1</b>	<b>1,3</b>	<b>55,1</b>	<b>12,2</b>	<b>-31,6</b>	<b>62,2</b>
<b>6. Exportations</b>	<b>4,8</b>	<b>2,8</b>	<b>-1,6</b>	<b>2,1</b>	<b>11,2</b>	<b>-14,2</b>	<b>3,4</b>
<i>Exportations des biens</i>	11,9	0,3	-5,3	0,3	11,6	-12,3	7,4
<i>Exportations des services</i>	-15,9	10,8	8,7	6,6	10,2	-19,5	-5,7
<b>7. Importations</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,0</b>	<b>-1,2</b>	<b>8,5</b>	<b>11,4</b>	<b>-17,1</b>	<b>13,8</b>
<i>Importations des biens</i>	2,3	-0,1	-3	10,2	12,8	-15,2	17,3
<i>Importations des services</i>	-11,5	6,7	6,3	1,9	5,9	-24,2	-0,8
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>0,7</b>	

Source : INS, Les Comptes Nationaux de 2021, septembre 2022

### III. Evolution des Prix

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 2,3 % entre 2020 et 2021. Cet accroissement est imputable en grande partie à la pression des prix des produits alimentaires (+4,3%) ainsi que ceux des biens importés (+4,7%).



#### 3.1. Evolution par fonctions de consommation

Par **fonctions de consommation**, les prix des douze composantes principales ont augmenté en glissement annuel. Cette hausse découle principalement des prix des produits alimentaires de grande consommation notamment ceux des huiles et graisses (+8,9%), des pains et céréales (+6,1%), des viandes (+5,3%), des légumes (+2,6%) et des poissons et fruits de mer (+2,4%). Les prix des produits alimentaires grimpent sous l'effet de (i) la faiblesse de l'offre des produits agricoles accentuée par l'insécurité persistante dans les bassins de production, (ii) l'approvisionnement limité des grands

centres de consommation à cause de la dégradation de certains axes du réseau routier ou ferroviaire. Les articles d'habillement et chaussures ont aussi fait pression sur l'Indice des prix à la consommation.

**Tableau 11:** Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)

Fonction de consommation	2020	2021	Variation (en %)
	a	b	b/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	119,7	124,8	4,3
Boissons alcoolisées et tabacs	133,6	136,3	2,0
Articles d'habillement et chaussures	114	116,5	2,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	120,3	122,4	1,8
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	111,1	112,7	1,4
Santé	103,3	103,5	0,2
Transports	126,5	127,5	0,8
Communications	91,1	91,5	0,4
Loisirs et culture	107,5	108,5	0,9
Enseignement	117,5	118,9	1,2
Restaurants et hôtels	131,7	133,7	1,5
Biens et services divers	116,3	117,5	1,1

Source : INS, 2022. Evolution de l'inflation au cours de l'année 2021.

### 3.2. Evolution par groupe secondaire de produits

Par **groupe secondaire de produits**, la hausse des prix est soutenue par les produits provenant du secteur primaire (+4,7%) et celle des prix des produits importés (+3%).

**Tableau 12:** Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits

Groupe secondaire de produits	2020	2021	Variation (en %)
	a	b	b/a
Produits locaux	119,4	122,1	2,2
Produits importés	112,8	116,2	3,0
Produits issus du secteur primaire	126	132	4,7
Produits issus du secteur secondaire	109,9	111,7	1,6
Produits issus du secteur primaire	118,7	119,8	0,9

Source : INS, 2022. Evolution de l'inflation au cours de l'année 2021

### 3.3. Evolution spatiale

Sur **le plan spatial**, et entre 2020 et 2021, les prix sont en hausse dans tous les dix chefs-lieux de région. Ils ont plus augmenté à Bertoua (+4,4%), à Bamenda (+3,8%), à Ebolowa (+3,7%) et à Maroua (+3,2%).

**Tableau 13:** Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions

Villes	2020 a	2021 b	variation (en %) b/a
Yaoundé	116,3	118,9	2,3
Douala	117	119,2	1,9
Bafoussam	117,4	120,2	2,4
Bamenda	119,6	124,1	3,8
Garoua	116,5	119	2,1
Maroua	116,3	120	3,2
Ngaoundéré	115	116,2	1,0
Bertoua	122,3	127,6	4,4
Buea	123,1	125,2	1,7
Ebolowa	117,6	122	3,7

**Source :** INS, 2022. Evolution de l'inflation au cours de l'année 2021

## IV. Situation des Finances Publiques

Le budget 2021 a été exécuté dans un environnement marqué par la reprise de l'économie mondiale et particulièrement la hausse des cours mondiaux du pétrole brut. Ce contexte a justifié l'adoption d'une loi de finances rectificative qui a revu à la hausse le montant du budget. Par ailleurs, le Cameroun a conclu avec le FMI un nouveau programme économique et financier triennal 2021-2024, soutenu par la Facilité Elargie de Crédit et le Mécanisme Elargi de Crédit. Le nouveau programme met en relief un gap de financement pour la période 2021-2024 d'un montant de 1 000 milliards, gap qui sera comblé par le FMI à hauteur de 375 milliards, par la Banque mondiale, la BAD, l'Union européenne et l'Agence française de développement à hauteur de 625 milliards, en termes d'appuis budgétaires.



### 4.1. Résultats budgétaires

L'exécution budgétaire a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources, tirée par les recettes internes, ainsi qu'une maîtrise de l'exécution globale des charges budgétaires, contenues dans la limite prévisionnelle. La reprise de l'économie mondiale en 2021

couplée à la bonne tenue des cours mondiaux des produits exportés par le Cameroun a conduit à l'adoption d'une loi de finances rectificative (LFR), et a permis l'amélioration des résultats budgétaires.

Ainsi, le déficit du solde budgétaire global est de 624,2 milliards, soit à 2,5% du PIB et en amélioration par rapport à 2020, où il était de 3,1% du PIB. Il se réduit de 0,6 point de pourcentage par rapport au ratio prévu dans la LFR.

Le solde primaire, qui est un indicateur de la capacité du pays à faire face à ses engagements sans recourir aux ressources extérieures, est déficitaire de 382,6 milliards sur une prévision révisée de 506,7 milliards. Ce déficit est de 1,5% du PIB contre 2,6% en 2020.

**Tableau 14:** Évolution des soldes budgétaires de 2020 à 2021 (en milliards de FCFA)

Nature du solde	Montant LFR 2021	Réalisation 2020	Réalisation 2021	Variation 2021/2020
Solde primaire	-506,7	-606,0	-382,6	+223,4
% du PIB	-2,1	-2,6	-1,5	
Solde primaire non pétrolier	-1042,7	-1 034,2	-864,8	+169,4
% du PIB	-4,3	-4,5	-3,5	
Solde global	-753,9	-815,2	-624,2	+191
% du PIB	-4,3	-3,6	-2,5	

**Source :** MINFI/DGB rapport sur l'exécution du budget 2021

## 4.2. Mobilisation des ressources

En 2021, les ressources budgétaires mobilisées s'élèvent à 5 052,8 milliards, soit un taux d'exécution de 93,7% par rapport à la loi de finances rectificative. Les recettes budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 3 607,9 milliards et les ressources de trésorerie, de 1 444,9 milliards. Comparativement à 2020, elles augmentent de 399,8 milliards (+8,6%), du fait essentiellement d'une bonne mobilisation des recettes budgétaires.

### 4.1.1 Recettes budgétaires

Elles sont constituées des recettes internes et des dons. Le taux de mobilisation des recettes budgétaires est de 109,2% en 2020. Par rapport à l'exercice 2019, ces recettes baissent de 428,9 milliards (-11,7%).

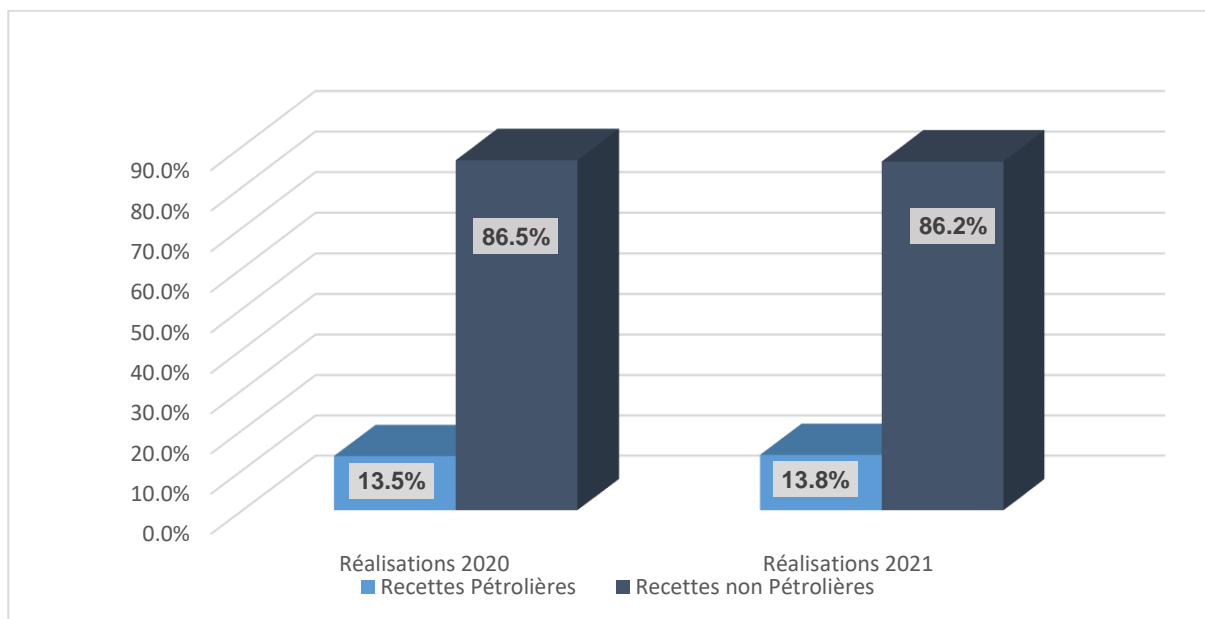
#### 4.1.1.1 Dons

Sur une prévision révisée de 64,7 milliards, les dons ont été mobilisés à hauteur de 110,6 milliards. Ces tirages sont composés de dons programmes à hauteur de 24,2 milliards tandis que les dons projets s'élèvent à 86,4 milliards.

#### 4.1.1.2 Recettes budgétaires internes

Les recettes internes ont été mobilisées à hauteur de 3 497,3 milliards, contre 3 177,5 milliards en 2020. Elles enregistrent une hausse de 319,8 milliards (+10,1%) par rapport à l'année 2020 attribuable aux recettes fiscales. Elles sont constituées des recettes pétrolières et des recettes non pétrolières mobilisées sur le territoire national. Le poids des recettes pétrolières dans les recettes internes est de 13,8% en 2021 contre 13,5% en 2020.

#### Graphique 4: Structure des recettes internes



Source : MINFI/DGB rapport sur l'exécution du budget 2021

##### 4.1.1.2.1 Recettes pétrolières

En 2021, les recettes pétrolières recouvrées se chiffrent à 482,2 milliards, dont 409,0 milliards de redevance SNH et 73,2 milliards d'Impôt sur les Sociétés pétrolières. Par rapport à 2020, les recettes pétrolières augmentent de 54,0 milliards (+12,6%), du fait de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole brut.

##### 4.1.1.2.2 Recettes non pétrolières

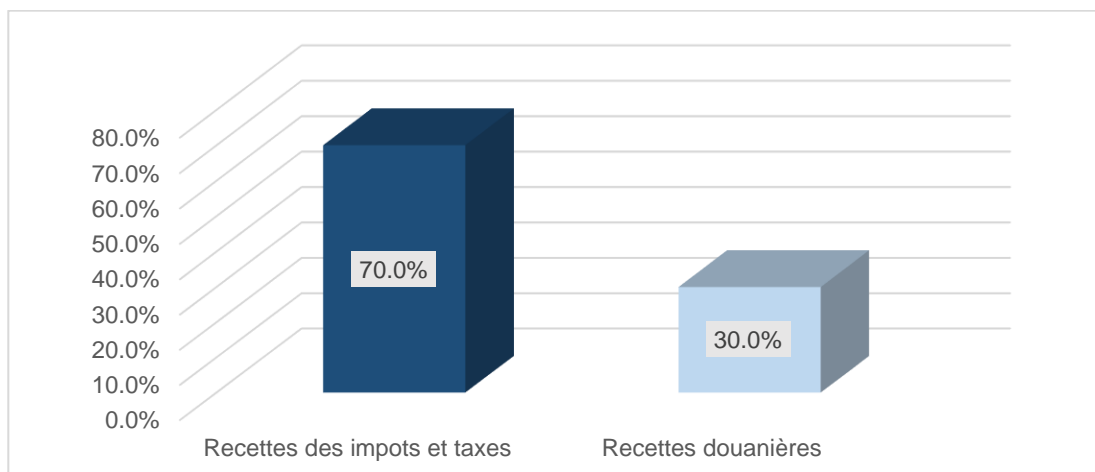
Les recettes non pétrolières sont composées des recettes fiscales et des recettes non fiscales. Elles ont été recouvrées à hauteur de 3 015,1 milliards, avec un écart positif de 31,2 milliards par rapport à l'objectif de 2 930,1 milliards. Par rapport à l'exercice 2020, elles sont en hausse de 265,8 milliards (+9,7%).

##### 4.1.1.2.2.1 Recettes fiscales

En 2021, les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 2 843,2 milliards pour une prévision annuelle de 2 743,1 milliards. Cette performance s'observe au niveau des deux composantes que sont les impôts et taxes et les recettes douanières. Comparées à 2020, les recettes fiscales sont en hausse de 282,6 milliards (+11%).

Les recettes des impôts et taxes représentent 70% du total des recettes fiscales et les recettes douanières 30%, en 2021.

### Graphique 5: Structure des recettes fiscales



Source : MINFI/DGB ; Rapport sur l'exécution du budget 2021

#### 4.11.2.2.1.1

#### Recettes des impôts et taxes

Sur un objectif de recettes des impôts et taxes de 1 938,4 milliards, la Direction Générale des Impôts a recouvré 1 990,9 milliards. Comparées aux recettes de 2020, ces réalisations sont en hausse de 138,1 milliards (+7,5%). Cette performance s'explique notamment par les réformes de dématérialisation des procédures et de réorganisation des services fiscaux. Ces réformes ont également contribué à sécuriser les recettes, à élargir l'assiette et à faciliter les obligations fiscales des contribuables.

Un montant de 270,4 milliards a été mobilisé au titre des Droits d'accises, en hausse de 24,9 milliards (+10,2%) par rapport à l'année 2020. Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement desdits droits dans le secteur brassicole, résultat d'une part de la croissance de l'activité et d'autre part des contrôles fiscaux menés en 2020 avec pour effet l'amélioration des paiements spontanés de 2021.

Les **Impôts sur les Sociétés non pétrolières** ont été recouvrées à hauteur de 394,3 milliards, en hausse de 42,0 milliards (+11,9%) par rapport aux réalisations de 2020, du fait principalement de l'accroissement du rendement des soldes annuels payés aux mois de mars et d'avril (+13,9 milliards).

**Tableau 15:** Recettes des impôts et taxes (en milliards de FCFA)

Type d'impôt; et taxes	Objectif; au 31/12/2021	Réalizations		Taux d'exécution (%)	Variation (%) 2021/2020
		2021	2020		
Impôt sur les Sociétés non pétrolières	340,0	394,3	352,3	116,0	+11,9
Traitements et Salaires	170,0	175,3	164,3	103,1	+6,7
Revenus des Capitaux Mobiliers	48,0	45,5	54,2	94,9	-16,0
Prélèvement Spécial (TSR)	95,0	82,5	85,5	86,8	-3,6
TVA	717,7	657,9	616,4	91,7	+6,7
Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP)	132,0	146,8	135,7	111,2	+8,2



Type d'impôts et taxes	Objectif: au 31/12/2021	Réalizations:		Taux d'exécution (%)	Variation (%) 2021/2020
		2021	2020		
Droits d'accises	225,0	270,4	245,5	120,2	+10,2
Recettes des forêts	24,4	18,5	17,3	75,9	+6,5
Droits et taxes d'enregistrement	63,3	71,1	65,4	112,3	+8,7
Droits de Timbre	49,2	49,2	39,2	99,9	+25,5
Autres recettes des impôts	73,9	79,4	77,0	107,4	+3,1
<b>TOTAL</b>	<b>1 938,4</b>	<b>1 990,9</b>	<b>1 852,8</b>	<b>102,7</b>	<b>+7,5</b>

Source : MINFI/DGB ; Rapport sur l'exécution du budget 2021

#### 4.1.1.2.2.1.2 Recettes douanières

En 2021, les recettes douanières ont été mobilisées à hauteur de 852,3 milliards, soit une hausse de 144,5 milliards (+20,4%) par rapport aux réalisations de 2020. Cette hausse s'explique par : (i) la reprise de l'activité économique, (ii) la bonne performance dans certaines unités, (iii) le rendement fiscal des nouvelles mesures, (iv) les efforts de recouvrement de la dette des marqueteurs, et (v) le rendement du contentieux.

En 2021, les recettes auraient pu être meilleures n'eût été : (i) les nouvelles liquidations impayées des marqueteurs y compris la SONARA ; (ii) les exonérations accordées notamment aux secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage par la Loi de Finances 2021 (-690 millions) ; (iii) le manque à gagner des APE de 15,7 milliards après 9,6 milliards en 2020.

**Tableau 16:** Exécution des recettes douanières (en milliards de FCFA)

Libellés	2020	2021		Variation (%)
		Prév.	Réal	
<b>Recettes douanières</b>	<b>707,8</b>	<b>804,7</b>	<b>852,3</b>	21,9
Droit de Douane à l'importation	301,0	344,6	348,8	22,5
TVA à l'importation	319,9	357,9	396,0	19,6
Droits d'accises	38,4	50,4	58,1	34,5
Droits de sortie	32,7	44,8	38,5	56,3
Taxe informatique	6,8	1,4	1,1	-65,4
Autres impôts et taxes non classés ailleurs	8,9	5,6	9,8	-32,4

Source : DGB ; Rapport sur l'exécution du budget 2021

#### 4.1.1.2.2.2 Recettes non fiscales

Elles sont constituées des revenus du domaine de l'État ; des recettes de services ; des cotisations pour la retraite ; du droit de transit pétrolier et des autres recettes non fiscales (dividendes versés par les entreprises où l'État est actionnaire etc.).

Les recettes non fiscales ont été mobilisées à hauteur de 171,9 milliards en 2021, en baisse de 16,8 milliards par rapport aux réalisations de 2020.

**Tableau 17:** Recettes non fiscales recouvrées en 2020 et 2021 (en milliards de FCFA)

Libellés	2020	2021	2021	Variation (%)
	Réalisation	LFR	Réalisation	2021/2020
Revenu du domaine	5,1	4,2	6,9	35,3
Recettes des services	31,2	55,3	38,7	24,0
Cotisations pour la retraite	55,3	60	55,4	0,2
Droit de transit pétrolier	36,8	25	31,4	-14,7
Autres recettes non fiscales	60,3	42,5	39,5	-34,5
<b>Total recettes non fiscales</b>	<b>188,7</b>	<b>187</b>	<b>171,9</b>	<b>-8,9</b>

Source : MINFI/DGB ; Rapport sur l'exécution du budget 2021

#### 4.1.2 Ressources de trésorerie (Emprunts)

Les emprunts sont constitués des prêts, des émissions des titres publics et des emprunts bancaires. En 2021, les emprunts ont été mobilisés à hauteur de 1 444,9 milliards sur une prévision révisée de 1 864,4 milliards.

##### 4.1.2.1 Prêts

Les prêts intègrent les prêts-projets et les prêts-programmes (prêts FMI et autres appuis budgétaires). Les tirages sur les prêts projets sont de 404,4 milliards, en baisse de 45,1 milliards (-10%) par rapport à l'exercice 2020.

S'agissant des prêts FMI, ils se situent à 148,6 milliards sur une prévision de 161,0 milliards. Les autres appuis budgétaires, portés par la BAD, ont été mobilisés à hauteur de 55,2 milliards.

##### 4.1.2.2 Emission des titres publics

Le financement net du budget par émissions de titres publics est de 819,1 milliards, contre 386,1 milliards en 2020. Il comprend 449,3 milliards d'eurobond, 356,0 milliards d'OTA et 13,8 milliards de BTA. Par rapport à l'objectif de 800,0 milliards prévu dans la loi de finances rectificative 2021, le financement net est en dépassement de 19,1 milliards.

##### 4.1.2.3 Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires ont été mobilisés à hauteur de 10,3 milliards. Ils baissent de 170,7 milliards par rapport à l'exercice 2020 où les décaissements ont connu un pic avec la finalisation des chantiers de la CAN et de bon nombre de centres hospitaliers de référence construits dans le cadre du plan d'urgence triennal.

**Tableau 18:** Ressources du budget général des exercices 2020 et 2021 (en milliards de FCFA)

RUBRIQUES	L.F.R.	Année 2020	Année 2021	Variation 2021/2020
	2021 (b)	Réalisations (c)	Réalisations (d)	en %
<b>A- RECETTES budgétaires (i+ii)</b>	<b>3 530,8</b>	<b>3 212,4</b>	<b>3 607,9</b>	<b>11,5</b>
<b>i- RECETTES INTERNES (I+II)</b>	<b>3 466,1</b>	<b>3 177,5</b>	<b>3 497,3</b>	<b>10,7</b>
<b>I- Recettes pétrolières</b>	<b>536,0</b>	<b>428,2</b>	<b>482,2</b>	<b>12,6</b>
1-Redevance SNH	479,3	321,4	409,0	<b>27,3</b>
2- IS pétrole	56,7	106,8	73,2	<b>-31,5</b>
<b>II- Recettes non pétrolières (1+2)</b>	<b>2 930,1</b>	<b>2 749,3</b>	<b>3 015,1</b>	<b>10,4</b>
<b>1- Recettes fiscales (a+b)</b>	<b>2 743,1</b>	<b>2 560,6</b>	<b>2 843,2</b>	<b>11,9</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>1 938,4</b>	<b>1 852,8</b>	<b>1 990,9</b>	<b>7,5</b>
dont - TVA	717,7	281,8	657,9	<b>133,5</b>
- IS non pétrole	340,0	224,5	394,3	<b>75,6</b>
- Droits d'accises	225,0	119,6	270,4	<b>126,1</b>
- Droits d'enreg.et timbre	115,5	48,2	120,3	<b>149,6</b>
- Taxe spéciale des produits pétroliers	132,0	68,4	146,8	<b>114,6</b>
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>804,7</b>	<b>707,8</b>	<b>852,3</b>	<b>23,4</b>
dont - Droit de douane à l'importation	344,6	126,9	348,8	<b>174,9</b>
- TVA import	357,9	134,5	396	<b>194,4</b>
- Droits d'accises à l'importation	50,4	17,1	58,1	<b>239,8</b>
- Droits de sortie	44,8	17,5	38,5	<b>120,0</b>
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>197,0</b>	<b>188,7</b>	<b>171,9</b>	<b>-8,9</b>
<b>ii- DON\$</b>	<b>64,7</b>	<b>34,9</b>	<b>110,6</b>	<b>86,2</b>
<b>B- Ressources de trésorerie (Emprunts)</b>	<b>1 864,4</b>	<b>1 440,6</b>	<b>1 444,9</b>	<b>12,2</b>
- Prêts projets	703,4	449,5	404,4	<b>6,4</b>
- Prêts FMI	161,0	268,3	148,6	<b>-44,6</b>
- Appuis budgétaires	69,0	110,3	55,2	<b>-50,0</b>
- Emission titres publics	800,0	386,1	819,1	<b>112,1</b>
dont Eurobonds	450,0	0,0	449,3	<b>NC</b>
- Emprunts bancaires	111,0	181,0	10,3	<b>-94,3</b>
-Autres emprunts extérieurs	20,0	45,4	7,3	<b>131,7</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES (A+B)</b>	<b>5 395,2</b>	<b>4 653,0</b>	<b>5 052,8</b>	<b>11,8</b>
<b>VERSEMENT CAS COVID</b>	<b>160,0</b>	<b>153,3</b>	<b>52,7</b>	<b>-65,6</b>
<b>TOTAL RESSOURCES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>5 555,2</b>	<b>4 806,3</b>	<b>5 105,5</b>	<b>9,3</b>

Source : MINFI/DGB ; Rapport sur l'exécution du budget 2021

### 4.3. Exécution des charges budgétaires

Les charges budgétaires comprennent les dépenses courantes (hors intérêts de la dette), les dépenses en capital et le service de la dette publique.

Conformément à l'ordonnance N°2021/003 du 7 juin 2021 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la République

du Cameroun pour l'exercice 2021, l'enveloppe globale des charges du budget général est passée de 4 670,0 milliards à 5 235,2 milliards, en hausse de 565,2 milliards.

Ainsi, les dotations de la loi de finances initiale ont connu des modifications, qui ont à leur tour subi des changements suite aux virements et transferts de crédits précités. Eu égard à ces différentes évolutions, l'exécution des charges du budget est présentée sur la base des ordonnancements de la loi de finances révisée (LFR).

Sur cette base, les dépenses ordonnancées en 2021 s'élèvent à 5 090,3 milliards.

**Tableau 19:** Exécution du budget général en dépenses en 2020 et 2021 (en milliards de FCFA)

Libellés	LFR 2021	Ordonnancement		Variation (%) (b/a)
		2020 (a)	2021 (b)	
<b>A-DEPENSES COURANTES (hors intérêts sur dette)</b>	2 489,1	2 536,1	2 806,5	<b>10,7</b>
I - Dépenses de personnel	1 069,5	1 052,0	1 075,0	2,2
Traitements (Salaires)	1 009,3	978,6	1 008,1	3,0
Autres dépenses de personnel	60,2	73,4	66,9	-8,9
II - Biens et services	794,0	876,0	989,8	13,0
III - Transferts et subventions	625,6	608,1	741,7	22,0
Bourses et subventions	385,6	374,2	506,0	35,2
Transfert (Pensions y compris)	240,0	233,9	235,7	0,8
<b>B-DEPENSES EN CAPITAL</b>	1 352,0	1 061,9	1 104,7	<b>4,0</b>
I - Dépenses d'investissement sur ressources internes	583,2	566,3	582,9	2,9
RI Administrations	483,1	419,4	445,0	6,1
Dépenses d'intervention	100,1	146,9	137,7	-6,3
II - Participation	20,0	16,8	19,9	18,5
III - Réhabilitation / Restructuration	15,0	8,8	11,1	26,1
IV - Financement extérieur	733,8	470,0	490,8	4,4
<b>C - SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	1 394,1	765,6	1 179,1	<b>54,0</b>
I - Dette publique intérieure	674,1	412,2	443,1	7,5
Principal	536,9	259,5	294,3	13,4
Intérêts	65,2	73,7	76,8	4,2
Remboursement Crédits TVA	72,0	79,0	72,0	-8,9
II - Dette publique extérieure	720,0	353,4	736,0	108,3
Principal	595,0	217,9	571,2	162,1
Intérêts	125,0	135,5	164,8	21,6

Source : MINFI/DGB ; Rapport sur l'exécution du budget 2021.

#### 4.3.1. Dépenses courantes (hors intérêts de la dette)

En 2021, les dépenses courantes s'établissent à 2 806,5 milliards sur une prévision de 2 489,1 milliards. Par rapport à l'exercice 2020, elles augmentent de 270,4 milliards en lien avec la hausse

des dépenses de biens et services. A titre de rappel, ces dépenses comprennent les dépenses de personnel, les achats des biens et services, et les transferts et subventions.

#### **4.3.1.1. Dépenses de personnel**

En 2021, elles ont été exécutées à hauteur de 1 075,0 milliards sur une prévision de 1 069,5 milliards. Comparativement à 2020, les dépenses de personnel se sont accrues de 23,0 milliards (+2,2%) en raison principalement de : i) l'accroissement des effectifs dû aux recrutements des ex-temporaires de certaines administrations et des enseignants du supérieur ; ii) la poursuite de l'apurement de la dette des enseignants du MINESEC ; iii) la prise en charge des Chefs Traditionnels. Toutefois, des actions d'assainissement ont permis de réaliser des économies budgétaires.

#### **4.3.1.2. Biens et services**

Les dépenses des biens et services ont été exécutées à hauteur de 989,8 milliards sur une dotation révisée de 794,0 milliards. Comparées à l'exercice 2020, les dépenses de biens et services enregistrent une hausse de 113,8 milliards (+13,0%).

#### **4.3.1.3. Transferts et subventions**

Au terme de l'exercice 2021, le montant des transferts et subventions s'élèvent à 741,7 milliards pour une prévision de 625,6 milliards. Par rapport à l'exercice 2020, les dépenses de transferts et subventions augmentent de 133,6 milliards (+22,0%) du fait des subventions.

### **4.3.2. Dépenses en capital**

Les dépenses en capital sont celles qui participent à la formation brute de capital fixe. Elles comprennent les dépenses d'investissement sur ressources internes et celles sur financements extérieurs.

En 2021, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 1 104,7 milliards (490,8 milliards sur financements extérieurs, 582,9 milliards sur ressources propres et 31,0 milliards en dépenses de restructuration) sur une dotation révisée de 1 185,6 milliards.

Comparées aux réalisations de l'exercice 2020, les dépenses d'investissement enregistrent une hausse de 42,8 milliards (+4%), tirées principalement par les dépenses d'investissement sur ressources propres.

#### **4.3.2.1. Dépenses en capital sur ressources internes**

Les dépenses en capital sur ressources internes à fin décembre 2021 s'élèvent à 582,9 milliards sur une dotation révisée de 583,2 milliards. Par rapport à l'exercice budgétaire 2020, elles sont en hausse de 16,6 milliards (+2,9%), en lien avec l'accélération de la consommation des crédits d'investissement en vue de l'achèvement de certains projets d'infrastructure.

#### **4.3.2.2. Dépenses en capital sur financements extérieurs**

Au terme de l'exercice 2021, les dépenses en capital sur financements extérieurs s'élèvent à 490,8 milliards pour une dotation révisée de 518,9 milliards. Comparativement à 2020, elles sont en hausse de 20,8 milliards (+4,4%), en lien avec les décaissements sur la forme de dons (+66 milliards

par rapport à 2020). Les décaissements sous la forme de prêts sont de 404,4 milliards dont 176,8 milliards de prêts concessionnels et 227,6 milliards de prêts non concessionnels.

### **4.3.3. Service de la dette publique**

Au terme de l'exercice 2021, le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 1 179,1 milliards sur une prévision révisée de 1 394,1 milliards. Comparativement à 2020, il est en hausse de 413,5 milliards, ceci essentiellement dû au service la dette extérieure. Le ratio du service de la dette sur les recettes internes est de 33,7% contre 24,1% en 2020.

Le service de la dette publique comprend le service de la dette publique extérieure et le service de la dette publique intérieure.

#### **4.3.3.1. Service de la dette publique intérieure**

Le service de la dette publique intérieure au titre de l'exercice 2021 se situe à 443,1 milliards, pour une prévision de 674,1 milliards. Il inclut notamment les remboursements des crédits de TVA à hauteur de 72,0 milliards et le paiement du principal d'un montant de 294,7 milliards. Par rapport à 2020, il augmente de 31,3 milliards (+7,6%), en lien avec l'augmentation du service de la dette structurée.

#### **4.3.3.2. Service de la dette publique extérieure**

Au titre de l'exercice 2021, le service de la dette publique extérieure s'élève à 736,0 milliards sur une dotation de 720,0 milliards. Il se répartit en 571,2 milliards au titre du principal et 164,8 milliards pour les intérêts. Comparativement à 2020, il est en hausse de 382,6 milliards (+108,3%) du fait de l'opération de rachat de l'Eurobond émis en 2015 d'un montant de 433 milliards. La répartition suivant les catégories de partenaires révèle que lesdits services sont beaucoup plus importants pour les dettes commerciales (539,1 milliards) et bilatérales (139,7 milliards) que pour la dette multilatérale (60,8 milliards).

## **V. Commerce extérieur**

### **Hausse des importations et de plus de 38% des exportations en 2021**

En 2021, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, s'élève à 6 221,5 milliards en hausse de 24,9% par rapport à 2020. La même tendance est observée pour les échanges hors pétrole brut. Ces évolutions sont consécutives à l'accroissement aussi bien des exportations que des importations.

#### **5.1 Balance des échanges de biens**

Le déficit commercial du Cameroun s'est réduit de 149,1 milliards par rapport à 2020 pour s'établir à 1 226,2 milliards. L'amélioration du déficit commercial résulte d'une hausse des exportations relativement plus importante que celle des importations.



Hors pétrole brut, le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 180 milliards par rapport à 2020, pour se situer à 2 195,6 milliards.

Le taux de couverture des exportations par les importations est de 67,1%, en hausse de 10,4 points de pourcentage par rapport à 2020.

**Tableau 20 :** Principaux résultats du commerce extérieur (en milliard de FCFA)

	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Variations</b>
	<b>a</b>	<b>b</b>	<b>c</b>	<b>c/b</b>
<b>Exportations</b>	2 392,7	1 803,1	2 497,7	38,5%
dont hors Pétrole brut	1 393,3	1 162,8	1 528,3	31,4%
<b>Importations</b>	3 856,9	3 178,4	3 723,9	17,2%
dont hors Pétrole brut	3856,9	3 178,4	3 723,9	17,2%
<b>Balance commerciale</b>	-1 464,2	-1 375,3	-1 226,2	149,1
dont hors Pétrole	-2 463,6	-2 015,6	-2 195,6	-180,0
Taux de couverture (en %)	62,04	56,7	67,1	10,4
dont hors pétrole (en %)	36,1	36,6	41,0	4,4

**Source :** Nos calculs sur la base des données du MINFI/DGD

## **5.2 Exportations**

Le montant collecté au titre d'opérations d'exportation de biens en 2021 est de 2 497,7 milliards, en hausse de 38,5% par rapport à 2020. Cette hausse est attribuable aux ventes de pétrole brut (+51,4%), des bois sciés (+82,5%), du cacao brut en fèves (+9,2%), du gaz naturel liquéfié (+28,7%), du coton brut (+25,1%), des bois en grumes (+25,6%) et de la pâte de cacao (+43,4%). Cette hausse a été ralentie par les exportations d'aluminium brut (baisse de 30% en quantité et de 24,6% en valeur).

Les dix (10) principaux produits exportés en 2021 sont : les huiles brutes de pétrole (38,8% des exportations totales en valeur) ; les bois sciés (11,6%) ; le cacao brut en fèves (10,8%) ; le gaz liquéfié (9,5%) ; le coton brut (5,7%) ; les bois bruts (3,8%) ; la pâte de cacao (2,9%) ; le caoutchouc brut (1,75%) ; le beurre de cacao (1,68%) et l'aluminium brut (1,5%).

**Tableau 21 :** Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Périodes	2019		2020		2021		Variation (en %)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/b	
Bananes (y compris plantains)	184,4	24,3	191,7	25,0	208,0	28,8	12,8	15,1
Café	18,2	14,7	21,4	15,8	14,4	12,9	-21,1	-18,3
<i>dont café robusta</i>	17,2	13,3	20,3	14,4	13,7	11,4	-20,7	-20,9
Huile de palme	1,6	1,5	1,3	0,7	4,2	3,8	154,3	473,2
Sucreries sans cacao	2,6	3,6	2,7	3,7	2,9	3,9	9,4	4,0
Cacao brut en fèves	218,0	288,9	190,7	246,6	213,8	269,4	-1,9	9,2
Pâte de cacao	27,6	44,2	28,4	50,7	48,9	72,7	77,4	43,4
Beurre de cacao	19,6	34,2	19,3	36,2	23,2	41,8	18,0	15,7
Chocolats et autres prép. à base de cacao	3,8	7,2	3,2	6,3	3,3	6,3	-12,7	-0,7
Boissons gazeuses	9,1	4,4	5,3	2,4	4,8	2,2	-46,7	-9,2
Bières	2,2	1,0	2,8	1,6	7,3	3,4	230,6	107,7
Ciments	24,9	1,6	5,2	0,5	3,5	0,3	-86,0	-38,3
Huiles brutes de pétrole	3 811,1	999,5	3 715,2	640,3	3 589,7	969,3	-5,8	51,4
Carburants et lubrifiants	70,8	30,5	3,6	1,1	29,1	13,1	-58,9	1072,7
Gaz naturel liquéfié	1 224,5	262,0	1 235,5	183,6	1 161,1	236,3	-5,2	28,7
Engrais	14,3	3,9	9,1	2,5	3,9	1,5	-72,8	-42,1
Produits de beauté ou de maquillage	2,3	4,0	28,6	3,6	2,3	3,5	-1,0	-2,4
Savons de ménage en morceaux	53,6	26,9	51,4	24,4	47,7	24,0	-11,0	-1,9
Caoutchouc brut	34,4	23,7	32,3	22,2	40,8	43,6	18,8	96,2
Bois et ouvrages en bois	1 514,6	279,9	1 352,4	253,7	1 566,8	406,1	3,4	60,1
Bois brut (grumes)	881,2	85,8	777,7	74,9	888,0	94,1	0,8	25,6
Bois sciés	784,8	167,6	785,6	158,4	897,3	289,0	14,3	82,5
Feuilles de placage en bois	50,6	23,5	41,5	18,6	50,3	21,8	-0,7	17,1
Boîtes et cartons en papier	4,9	3,6	0,8	0,5	0,6	0,5	-88,6	-10,1
Coton brut	130,1	130,0	123,9	113,4	153,5	141,9	18,0	25,1
Barres en fer ou en aciers non alliés,	28,5	12,1	33,1	14,2	18,1	8,7	-36,5	-38,3
Aluminium brut	49,1	56,7	45,0	50,6	34,3	38,2	-30,0	-24,5
Tôles en aluminium	3,4	4,6	2,1	2,9	1,6	2,9	-52,4	0,3
<b>Total Exportations</b>		2 392,7		1 803,1		2 497,7		38,5

Source : MINFI/DGD-DP

### 5.3 Importations

En 2021, le Cameroun a importé des biens pour une valeur de 3 723,9 milliards, en hausse de 17,2% par



rapport à 2020.

L'évolution est imputable principalement à la hausse des dépenses des biens de tous les grands groupes de produit.

On relève une hausse en quantité et en valeur des importations de certains biens à haut potentiel de production nationale. Le Cameroun a dépensé 32,8 milliards pour importer le lait en poudre ou concentré, 213,8 milliards pour le riz 54,9 milliards pour les savons et lessives et 34,9 milliards pour importer la friperie.

Le groupe de produits qui occupe le 1<sup>er</sup> rang est les produits minéraux avec un montant de 700,2 milliards de dépenses d'importations dont 488,1 milliards pour les carburants et lubrifiants.

**Tableau 22 :** Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	2019		2020		2021		Variation 2021/2020	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/b	
Poissons de mer congelés	185,8	132,8	201,2	137,6	189,5	134,1	-5,8%	-2,5%
Lait et dérivés; oeufs; miel	17,0	31,8	24,4	41,4	21,9	38,6	-10,4%	-6,9%
Lait , en poudre ou concentré	14,6	24,9	21,5	35,6	19,1	32,8	-11,3%	-7,9%
<b>Animaux et produits du règne animal</b>	204,3	167,9	228,7	181,7	218,0	176,8	-4,7%	-2,7%
Céréales	1 776,9	379,1	1 466,4	302,3	1 796,2	401,9	22,5%	33,0%
Froment(blé) et méteil	857,9	142,9	854,8	139,2	953,5	180,3	11,5%	29,5%
Riz	894,5	231,8	591,6	159,9	802,7	213,8	35,7%	33,7%
Malt non torréfié	93,1	33,9	91,7	28,2	95,3	31,2	3,9%	10,7%
<b>Produits du règne végétal</b>	1 925,6	435,4	1 615,9	352,0	1 963,3	460,4	21,5%	30,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	71,8	33,6	71,0	33,5	99,1	63,3	39,7%	89,2%
Sucres raffinés de canne ou de betterave	71,8	19,1	94,7	27,9	109,1	30,9	15,2%	10,6%
Préparations à base de céréales	32,7	31,7	31,6	29,9	25,7	28,5	-18,7%	-4,9%
Préparations alimentaires pour enfants	26,7	26,5	25,5	24,8	21,1	24,4	-17,3%	-1,5%
Boissons; liquides alcooliques	55,3	39,9	64,0	47,0	72,1	47,6	12,6%	1,3%
Produits alimentaires industriels	310,0	170,4	338,9	193,5	372,5	196,2	9,9%	1,4%
Clinkers	2 556,3	107,1	2 461,1	82,4	2 857,3	110,4	16,1%	34,0%
Hydrocarbures	2 600,2	1 012,5	1 802,3	580,7	1 987,8	568,5	10,3%	-2,1%
Huiles brutes de pétrole	719,5	219,9	0,0	0,0	0,0	0,0	530,8%	-95,2%
Carburants et lubrifiants	1 670,7	724,6	1 618,4	529,3	1 737,7	488,1	7,4%	-7,8%
Butanes liquéfiés	97,9	33,6	64,0	20,8	143,5	49,4	124,3%	137,8%
<b>Produits minéraux</b>	5 579,2	1 140,8	4 717,2	684,1	5 247,8	700,2	11,2%	2,4%
Oxyde d'aluminium	154,0	36,1	108,6	20,9	158,6	30,6	46,1%	46,1%
Produits pharmaceutiques	18,9	128,6	22,1	133,1	22,3	187,0	0,6%	40,5%
Engrais	203,4	41,1	209,8	38,1	203,3	36,6	-3,1%	-4,0%
Savons et lessives	16,5	14,2	18,5	15,0	17,6	15,0	-5,2%	-0,4%
Insecticides; fongicides herbicides etc	19,3	48,2	26,3	61,7	22,3	54,9	-15,2%	-11,0%
Produits des industries chimiques	555,1	390,0	538,8	383,1	611,9	452,4	13,6%	18,1%

Période	2019		2020		2021		Variation 2021/2020	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/b	
Matières plastiques	126,3	118,6	149,0	116,0	168,1	145,7	12,8%	25,6%
Pneumatiques neufs	19,3	29,5	24,3	35,9	23,9	33,9	-1,6%	-5,7%
Pneumatiques usagés ou rechapés	5,6	2,2	6,7	2,1	6,9	1,9	2,8%	-10,9%
Matières plastiques et caoutchouc	154,6	159,8	184,4	161,9	202,7	190,4	9,9%	17,6%
Friperie	73,2	39,5	75,6	40,3	68,8	34,9	-9,1%	-13,4%
<b>Matières textiles et leurs ouvrages</b>	121,9	101,7	131,5	93,7	142,6	85,8	8,4%	-8,3%
Produits céramiques	335,1	72,8	252,6	57,5	262,0	58,3	3,7%	1,4%
Carreaux vernissés	306,4	60,5	228,8	48,4	232,8	48,2	1,8%	-0,2%
<b>Ouvrages en pierre, ciment et verre</b>	382,8	91,9	306,1	76,6	329,5	85,6	7,7%	11,7%
Ouvrages en fonte, fer et acier	72,3	106,0	56,7	74,3	59,0	118,5	4,0%	59,5%
<b>Métaux communs et leurs ouvrages...</b>	280,6	250,3	362,7	281,3	390,3	377,2	7,6%	34,1%
Machines et appareils mécaniques	75,3	288,6	73,9	227,8	94,4	289,8	27,8%	27,2%
Machines et appareils électriques	51,1	212,6	54,7	159,7	57,1	167,0	4,3%	4,6%
<b>Machines et appareils mécaniques ou électriques</b>	126,4	501,2	128,6	387,5	151,5	456,8	17,8%	17,9%
Véhicules automobiles tracteurs	105,2	197,7	119,2	157,9	174,0	238,6	46,0%	51,1%
Véhicules de tourisme	32,7	68,5	34,5	63,4	47,5	88,8	37,8%	40,0%
Motocycles	53,8	9,8	62,9	6,6	59,7	11,0	-5,1%	65,8%
<b>Matériel de transport</b>	115,2	220,0	130,3	177,9	192,1	279,6	47,4%	57,1%
<b>Total importations</b>		<b>3 856,9</b>		<b>3 178,4</b>		<b>3 723,9</b>		<b>17,2%</b>

Sources : MINFI/DGD-DP

## VI. Monnaie et Crédits

L'évolution de la monnaie et le financement de l'économie ont été marqués en 2021 par : i) la poursuite de la riposte contre la pandémie du Covid-19 ; ii) le relèvement du plafond d'endettement de l'exercice, par l'ordonnance N°2021/002 du 26 mai 2021, afin d'augmenter le montant des émissions des titres publics ; iii) l'émission d'un eurobond de 450 milliards à un taux de 5,95%, en vue du rachat de l'eurobond émis en 2015 ; iv) la conduite du programme économique et financier triennal 2021-2024, soutenu par la Facilité Elargie de Crédit et le Mécanisme Elargi de Crédit. Ce programme vise au plan de la politique monétaire, la préservation de la stabilité monétaire qui se décline au plan interne, par un niveau de prix faible à moyen terme et au plan externe, par un taux de couverture extérieure de la monnaie suffisant ( $\geq 20\%$ ) ou un niveau de réserves de change d'au moins trois (03 mois) d'importations des biens et services



## **6.1. Politique monétaire**

Pour atteindre son objectif de stabilité monétaire, la BEAC intervient sur le marché monétaire, soit en ponctionnant, soit en injectant de la liquidité centrale, afin de piloter le Taux d'Intérêt Moyen Pondéré (TIMP) du marché interbancaire autour du Taux d'Intérêt des Appels d'Offre (TIAO), qui est son principal taux directeur. Cette démarche se traduit par des interventions hebdomadaires d'appel d'offre, renforcées si nécessaire, par d'autres instruments au titre d'apport supplémentaire ou de retrait de liquidités.

Lors de la session ordinaire du 28 juin 2021, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a procédé à l'évaluation de la mise en œuvre des mesures adoptées depuis mars 2020 pour faire face à la crise sanitaire de la Covid-19. Tenant compte de la persistance de la pandémie de COVID-19 dans la CEMAC et d'une évolution mitigée du nombre de personnes totalement vaccinées, le CPM avait décidé de maintenir l'orientation de la politique monétaire tout en suivant régulièrement une série d'indicateurs pouvant amener à inverser cette orientation. En particulier, il avait décidé qu'en cas d'érosion accélérée des réserves de change, la politique monétaire serait automatiquement resserrée à travers notamment le relèvement du taux directeur. Compte tenu des risques qui pèsent sur la position extérieure de la CEMAC, le CPM a augmenté le TIAO à 3,50 % le 25 novembre 2021, soit un relèvement de 25 points. Les conditions monétaires se sont durcies dans la CEMAC en décembre 2021, en lien avec la baisse en moyenne annuelle de l'Indicateur des Conditions Monétaires (ICM), qui traduit le resserrement de la politique monétaire. En effet, l'ICM a baissé de 11,4 % en 2021 par rapport à 2020, en relation avec les hausses du TIAO de 25 points de base le 25 novembre 2021 et du Taux d'Intérêt proportionnel (TIP) pratiqué sur le marché des titres publics de 20,4 points de base passant de 0,93 % à 1,134 % sur la période.

## **6.2. Situation monétaire**

A fin décembre 2021, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 8 495,8 milliards, en progression de 14,5% en glissement annuel.

**Tableau 23:** Situation monétaire au sens large fin décembre 2021

	déc-20	juin-21	déc-21	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
<b>CONTREPARTIES de la masse monétaire</b>	<b>7 420,1</b>	<b>7 947,4</b>	<b>8 495,8</b>	<b>6,9</b>	<b>14,5</b>
Avoirs Extérieurs Nets	2 358,8	2 554,3	2 632,2	3,0	<b>11,6</b>
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 339,5	1 427,2	1 355,9	-5,0	<b>1,2</b>
dont Compte d'opérations	2 067,7	2 043,0	2 288,1	12,0	<b>10,7</b>
Avoirs extérieurs nets des BCM	1 019,3	1 127,1	1 276,4	13,2	<b>25,2</b>
Crédit intérieur	5 061,2	5 393,1	5 863,6	8,7	<b>15,9</b>
Créances nettes sur l'Etat	1 475,9	1 761,0	1 835,9	4,3	<b>24,4</b>
Position nette du gouvernement	1 446,8	1 741,7	1 866,3	7,2	<b>29,0</b>
Crédit à l'économie	3 585,3	3 632,1	4 027,7	10,9	<b>12,3</b>
Crédit au secteur privé non financier	3 176,3	3 166,1	3 563,1	12,5	<b>12,2</b>
Crédit aux entreprises publiques non financières	357,7	393,2	434,3	10,5	<b>21,4</b>
<b>RESSOURCES</b>	<b>7 420,1</b>	<b>7 947,4</b>	<b>8 495,8</b>	<b>6,9</b>	<b>14,5</b>
Masse monétaire (M2)	6 109,8	6 648,3	7 151,3	7,6	<b>17,0</b>
Circulation fiduciaire	1 333,4	1 370,3	1 540,1	12,4	<b>15,5</b>
Monnaie scripturale	2 620,8	2 983,7	3 236,0	8,5	<b>23,5</b>
Quasi-monnaie	2 155,5	2 294,2	2 375,1	3,5	<b>10,2</b>
Autres postes nets	1 310,3	1 299,1	1 344,5	3,5	<b>2,6</b>

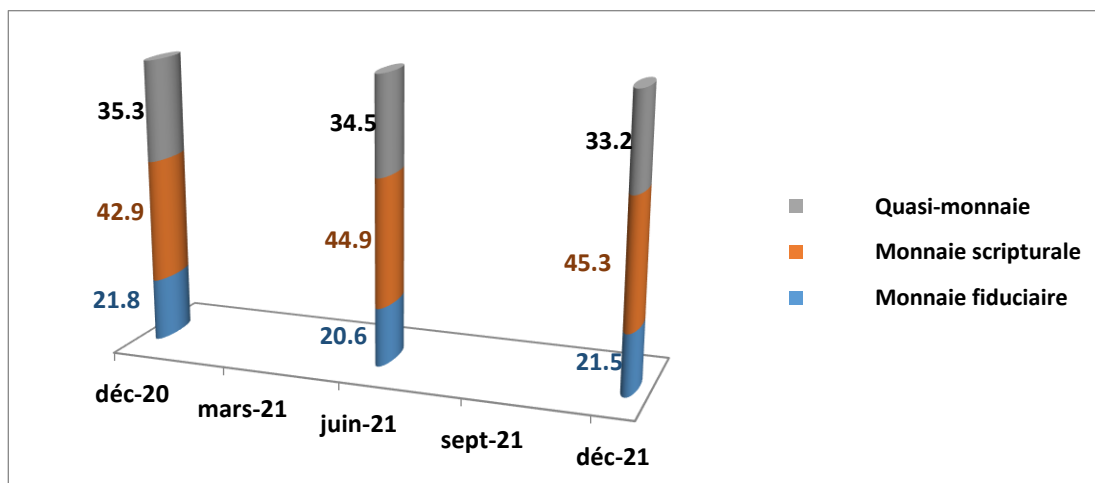
Source : BEAC 2022

### 6.2.1- Evolution des agrégats monétaires

Au 31 décembre 2021 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 17 % pour s'établir à 7 151,3 milliards. Cette hausse résulte de celle de ses trois composantes : +23,5% pour la monnaie scripturale (ou dépôt à vue), +15,5% pour la monnaie fiduciaire (billet et monnaie en circulation) et 10,2% pour la quasi-monnaie (ou dépôt à terme ou d'épargne).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (dépôt à vue), dont le poids a augmenté passant de 42,9% de la masse monétaire à fin décembre 2020 à 45,3% au terme du deuxième semestre 2021. Par contre, le poids de la quasi-monnaie a diminué de 2,1 points pour se situer à 33,2%.

**Graphique 6:** Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC 2022

## 6.2.2- Sources de création monétaire

### 6.2.2.1 Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au 31 décembre 2021, les avoirs extérieurs nets du Cameroun sont de 2 632,2 milliards contre 2 358,8 milliards à fin décembre 2020, enregistrant ainsi un accroissement de 11,6%. Cette évolution est tirée par la hausse de 25,2% des avoirs extérieurs nets des banques. Les avoirs extérieurs nets sont constitués à hauteur de 48,5% des avoirs extérieurs nets des banques et 51,5% des avoirs extérieurs nets de la BEAC. Les avoirs extérieurs nets de la BEAC se sont élevés à 1 525,7 milliards, soit un niveau au-dessus de la cible convenue avec le FMI à cette date, qui était de 1 431 milliards. Les réserves de change de la CEMAC ont représenté 3,72 mois d'importations de biens et services en 2021 contre 3,66 mois en 2020. Celles du Cameroun sont de 8,5 mois d'importations en 2021. La hausse des réserves de change résulte de l'allocation des DTS et des décaissements attendus dans le cadre des programmes économiques et financiers des États avec le FMI. Par ailleurs, l'application stricte de la réglementation des changes sur les flux privés et le rapatriement des avoirs extérieurs des banques a aussi contribué à l'augmentation des réserves extérieures.

### 6.2.2.2 Crédit intérieur

Au 31 décembre 2021, le crédit intérieur augmente de 15,9% en glissement annuel, pour s'établir à 5 863,6 milliards, résultant de la hausse des crédits à l'économie (contribution de 7,2% à la croissance du crédit intérieur) et des créances nettes sur l'Etat (contribution de 5,9%).

#### 6.2.2.2.1- Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 1 835,9 milliards au 31 décembre 2021, les créances nettes sur l'Etat progressent de 24,4% par rapport à fin décembre 2020. Cette hausse est attribuable à l'intensification des émissions de titres publics et des tirages effectués auprès du FMI dans le cadre du programme économique et financier en cours d'exécution. La Position Nette du Gouvernement (PNG) se renforce à 1 866,3 milliards, en lien avec l'accroissement des engagements envers le FMI et de la PNG envers les banques créatrices de monnaie et envers la BEAC

#### 6.2.2.2.3- Crédits à l'économie

A fin décembre 2021, les crédits à l'économie se chiffrent à 4 027,7 milliards, en hausse de 12,3% en glissement annuel. Les crédits au secteur privé non financier pèsent 88,5% de l'ensemble de crédits à l'économie. En s'établissant à 3 563,1 milliards, les crédits au secteur privé augmentent de 386,8 milliards en glissement annuel.



### **6.3. Secteur bancaire et financier**

Au terme de l'année 2021, le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers et 415 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies d'assurance. La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech », a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière.

#### **6.3.1- Secteur bancaire**

En 2021 le secteur bancaire se caractérise par : (i) l'augmentation du bilan consolidé des banques, (ii) l'accroissement des dépôts et des crédits à la clientèle ; (iii) l'amélioration de l'inclusion financière ; et (vi) la conformité aux normes prudentielles.

La trésorerie globale des banques est excédentaire de 4 824 milliards (26 % du total du bilan). Elle augmente de 590 milliards (+ 14%) par rapport à la situation prévalant à fin décembre 2020, imputable à la hausse des dépôts non remployés.

La qualité du portefeuille du système bancaire s'est améliorée en terme relatif. En effet, l'encours des créances en souffrance s'établit à 1 938 milliards, en hausse de 24 milliards (+1,3 %) comparativement au niveau de 2020. Elles ont représenté 19,5 % des crédits bruts en 2021 contre 21,2% l'année précédente. Le bilan consolidé de l'ensemble des banques s'équilibre en ressources et emplois à 8 095,3 milliards, en hausse de 15,3% en glissement annuel. Le nombre total de comptes bancaires est en hausse de 258 691 comptes par rapport à 2020. Le taux de bancarisation au sens strict de la population active est de 28,4%.

##### **6.3.1.1 Dépôts de la clientèle**

Au terme de l'année 2021, les dépôts progressent de 15,9% en glissement annuel, pour se chiffrer à 6 233,0 milliards. L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des entreprises privées (contribution de 6,9 points à la croissance des dépôts), des particuliers (contribution de 4 points à

la croissance) et des entreprises publiques (contribution de 2,7 points). Les dépôts des Sociétés d'assurance et de capital (-12,1%) ont ralenti la progression des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts (38,0%). Ils sont suivis par les entreprises privées (26,5%), les entreprises publiques (8,3%), l'administration publique centrale (7,9%) et les entreprises individuelles (3,6%).

**Tableau 24:** Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc.-20	Juin-21	Déc.-21	Variations (%)		Poids en décembre. 2021
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	486,3	450,7	495,4	9,9	1,9	7,9
Administration publique locale	27,2	26,9	29,1	8,2	7,0	0,5
Organismes publics	137,1	157,7	146,2	-7,3	6,6	2,3
Administrations privées	148,1	152,8	162,0	6,0	9,4	2,6
Entreprises publiques	372,4	449,1	515,7	14,8	38,5	8,3
Entreprises privées	1 279,2	1 526,8	1 651,8	8,2	29,1	26,5
Sociétés d'assurance et de capital	179,7	157,7	157,9	0,1	-12,1	2,5
Entreprises individuelles	208,0	231,9	226,4	-2,4	8,8	3,6
Particuliers	2 154,6	2 250,3	2 369,1	5,3	10,0	38,0
Divers	386,0	418,6	479,5	14,5	24,2	7,7
<b>Total</b>	<b>5 378,7</b>	<b>5 822,3</b>	<b>6 233,0</b>	<b>7,1</b>	<b>15,9</b>	

Source : BEAC 2022

Par nature, les dépôts à vue, les dépôts à régime spéciaux (bons de caisse) et les dépôts à terme sont tous en hausse en glissement annuel. Les dépôts à vue sont les plus représentatifs, avec 79,5% de l'ensemble, contre 13,1% pour les dépôts à terme et 7,4% pour les bons de caisse.

**Tableau 25:** Dépôts par nature (en milliards)

Libellés	Décembre 20	juin-21	Décembre 21	Variation (%)		Poids en décembre 2021
	a	b	c	c/b	c/a	(%)
Dépôts à régime spécial	433,5	447,9	463,1	3,4	6,8	7,4
Dépôts à terme	705,9	781,5	813,9	4,1	15,3	13,1
Dépôts à vue	4 329,2	4 593,0	4 956,0	7,9	14,5	79,5
<b>TOTAL</b>	<b>5 378,7</b>	<b>5 822,3</b>	<b>6 233,0</b>	<b>7,1</b>	<b>15,9</b>	<b>100</b>

Source : BEAC 2022

En termes de part de marché, Afriland First Bank garde la première place avec 19,0% des dépôts. Elle est suivie par la SGC (15,4%), la BICEC (10,2%), la SCB (9,0%), UBA (8,2%), la BAC (7,4%), la CCA (6,2%), ECOBANK (5,8%), et la CBC (5,4%).



### 6.3.1.2 Encours des crédits

En 2021 et par rapport à 2020, l'encours des crédits est de 4 312,4 milliards, en hausse de 10,3%. Ces augmentations sont soutenues par les crédits octroyés aux entreprises privées (contribution de 3,7% à la croissance), aux particuliers (contribution de 3,4 points à la croissance des crédits) et aux entreprises publiques (contribution de 1,8 point à la croissance).

Les principaux secteurs d'activités bénéficiaires des crédits sont : « bâtiments et travaux publics » (20,9% du total des crédits), « commerce, restauration et hôtel » (17,1%), « transports et activités auxiliaires de transports » (16,5%), « agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (14%), « production et distribution d'électricité, gaz et eau » (11,8%), « industries extractives » (11,0%), « production de services aux collectivités et personnels » (5,5%), « activités des institutions financières, affaires immobilières et services destinés aux entreprises » (2,7%).

Les créances brutes en souffrance se stabilisent à 16,8% de l'encours des crédits, tandis que la position extérieure des banques baisse en glissement annuel.

Par type de clientèle, 59,6% des crédits sont accordés aux entreprises dont 3,6% aux entreprises individuelles ; 19,2% aux particuliers ; 10,1% aux entreprises publiques et 10% à l'administration publique centrale.

**Tableau 26:** Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc-20	Juin-21	Déc-21	Variations (%)		Poids en décembre 2021
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	401,4	408,1	430,8	5,6	7,3	10,0
Administration publique locale	1,0	0,9	0,9	0,0	-10,0	0,0
Organismes publics	0,1	25,8	0,0	-100	-100	0,0
Administrations privées	10,8	36,9	27,9	-24,4	158,3	0,6
Entreprises publiques	365,1	400,6	434,2	8,4	18,9	10,1
Entreprises privées	2 273,5	2 203,3	2 416,8	9,7	6,3	56,0
Sociétés d'assurance et de capital	10,2	7,7	11,6	50,6	13,7	0,3
Entreprises individuelles	140,7	129,7	153,9	18,7	9,4	3,6
Particuliers	696,6	723,7	828,7	14,5	19,0	19,2
Divers	9,5	7,1	7,6	7,0	-20,0	0,2
<b>Total</b>	<b>3 908,8</b>	<b>3 943,8</b>	<b>4 312,4</b>	<b>9,3</b>	<b>10,3</b>	<b>100</b>

Source: BEAC 2022



En termes de part de marché, Afriland first bank conserve la première place avec 20,6% des crédits. Elle est suivie de SGC (15,5%), la BICEC (10,6%), SCB (9,7%), CBC (7,9%), BAC (7,3%). Six banques (AFB, SGC, BICEC, SCB, CBC, BAC) financent 72% des crédits et portent les trois quarts de l'ensemble des créances en souffrance.

Le taux de créances brutes en souffrance s'améliore en passant de 17,1% en 2020 à 14,9% en 2021. De même, le taux de couverture desdites créances par les provisions s'améliore à 90% contre 80% un an plus tôt.

Le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts se stabilise à 69,1%. Le ratio de transformation des dépôts en crédits à long terme passe de 39,1% à 38%.

### **6.3.1.3 Normes prudentielles**

Sur les 15 banques qui opèrent sur le marché camerounais, la situation des ratios prudentiels se présente ainsi qu'il suit :

- 13 banques respectent le ratio de représentation du capital minimum et de fonds propres nets ;
- 12 banques respectent la norme relative au ratio de solvabilité (couverture des risques) ;
- 12 banques respectent le ratio minimum de couverture des immobilisations par les ressources permanentes ;
- 14 banques respectent le ratio de liquidité ;
- 12 banques respectent le coefficient de transformation à long terme.

### **6.3.2- Établissements de microfinance**

En 2021, le secteur de la microfinance est marqué par deux faits majeurs : (i) l'entrée en activité du réseau MUFID, constitué des anciens EMF indépendants du modèle MC<sup>2</sup> ; (ii) l'agrément en deuxième catégorie de neuf (09) EMF exerçant précédemment comme indépendants de première catégorie. Le Cameroun compte 415 établissements de microfinance agréés. Ils sont répartis en trois catégories : 342 EMF de 1<sup>ère</sup> catégorie (82,4% du total), 70 EMF de 2<sup>ème</sup> catégorie (16,9%), et 03 EMF de 3<sup>ème</sup> catégorie (0,7%). Pour l'ensemble des EMF, on enregistre 2 451 881 comptes.

Le total du bilan des EMF se chiffre à 783, 2 milliards, en augmentation de 125 milliards par rapport à fin décembre 2020. Cette hausse est due, entre autres, à l'entrée en activité d'un nouveau réseau dénommé RAINBOW, avec 35,3 milliards, et à l'accroissement du total des bilans de : CAMCCUL (+20,9 milliards), RECCUCAM (+11,1 milliards), EXPRESS UNION (+13,2 milliards) et FIRST TRUST (+5,8 milliards). La deuxième catégorie dispose de plus de la moitié du total des bilans du secteur (52,2%), suivie de la première catégorie (47,4%).

Le total des bilans du secteur de la microfinance représente 11,2% de celui cumulé avec les banques commerciales. Les dépôts des EMF en représentent 11,6% ; il en est de même pour les crédits.

A fin décembre 2021, les dépôts collectés par les EMF se chiffrent à 624,8 milliards, en augmentation de 106,7 milliards, en glissement annuel. La deuxième catégorie occupe le premier rang, avec 325 milliards de dépôts, soit 52% du total ; suivie de la première catégorie avec 48%.

Le volume des crédits octroyés par les EMF est de 454,6 milliards, en augmentation de 60,3 milliards. La deuxième catégorie a octroyé des crédits à hauteur de 245,6 milliards, contre 208,0 milliards pour la première catégorie.

Les créances en souffrance augmentent de 43,1% et se situent à 104,9 milliards. Ainsi, le taux de créances en souffrance est de 23,1%, porté essentiellement par les EMF de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories. Le taux de créances en souffrance est de 19,6% chez les EMF de 1<sup>ère</sup> catégorie, et de 26% chez les EMF de 2<sup>ème</sup> catégorie.

Selon la BEAC (Rapport annuel 2020), les facteurs qui obèrent les performances des EMF au plan de la gouvernance sont :

- (i) la faible capacité des actionnaires à renforcer les ressources longues en cas de besoin ;
- (ii) l'absence de planification stratégique ;
- (iii) le non-respect des organigrammes ;
- (iv) l'absence de politiques de motivation et de formation du personnel ;
- (v) la faiblesse du système d'information.

En outre, la faible couverture des risques par des polices d'assurances et l'organisation rudimentaire de la gestion des archives, dans la majorité des EMF sont à déplorer.

### **6.3.3- Marché financier**

L'année 2021 a principalement été caractérisée par la poursuite des travaux, en vue de la finalisation de la deuxième phase de la fusion des marchés financiers de la CEMAC, afin de garantir le démarrage efficace et réussi dudit marché. Le marché financier est réparti en marché boursier et opérations sur titres publics.

En 2021 et par rapport à 2020, le marché des titres publics émis par adjudication s'est caractérisé par : (i) un dynamisme des opérations sur les marchés primaire et secondaire (ii) une baisse des taux de couverture des émissions, et (iii) une augmentation des coûts des émissions.

L'activité boursière sous régionale s'est quant à elle confortée dans la période sous-revue; la capitalisation boursière s'étant établie à 823,9 milliards, en augmentation de 19,8 % par rapport à 2020 où elle se situait à 687,9 milliards. Cette hausse est principalement attribuable à l'entrée en bourse de l'action LA REGIONALE de l'épargne ainsi que de l'émission d'un nouvel emprunt obligataire du Gabon.

Sur le marché des titres de capital, cinq (05) valeurs ont reçu leur adhésion auprès du dépositaire central, à savoir : SEMC, SAFACAM, SOCAPALM, SIAT Gabon et LA REGIONALE.

Sur le Compartiment obligataire, l'encours obligataire à fin 2021 s'est établi à 650,094 milliards, soit une hausse de 22,83 % par rapport à l'encours enregistré en 2020. Cette augmentation s'explique par l'admission des nouvelles valeurs, qui compense largement les valeurs sorties de la cote. Au total, 10 lignes d'obligations sont cotées à la BVMAC. Ce compartiment a enregistré trois sorties de la cote suite à l'arrivée à échéance des titres « EOCG 6,5 % net 2016 - 2021 », « ECOMR 5,5 % net 2016 - 2021 » et « EOG 6,5 % net 2016 - 2021 » ainsi qu'à la sortie par anticipation de la valeur « GSEZ 6,5 % Brut 2018 - 2028 ».

En 2021, la capitalisation boursière du marché des actions se situe à 349,9 milliards, en baisse de 1% par rapport à 2020. Le volume de valeurs échangées est de 8 605 titres pour un montant de 191 millions. La capitalisation du marché obligataire de la BVMAC est de 523 milliards, en hausse

de 0,6% par rapport à fin décembre 2020. Cette évolution résulte de l'introduction d'une nouvelle valeur (BDEAC 5,45% net 2020-2027) et la radiation de deux autres BGFI Holding 5% brut 2014-2021 et ETAT GABON 6,5% net 2016-2021.

**C- OPINION DES CHEFS  
D'ENTREPRISES SUR L'EVOLUTION DE  
L'ACTIVITE ECONOMIQUE**

Grâce aux opinions émises par les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture réalisée par le CCIMA auprès de 300 entreprises au courant du premier semestre 2022, dont 254 ont effectivement répondu aux questionnaires, nous avons pu décrire les tendances sectorielles au cours de 2021. L'échantillon des entreprises a été choisi suivant un sondage aléatoire stratifié, la base de sondage étant issue des déclarations statistiques et fiscales de 2015.

Il en résulte que le moral des chefs d'entreprises est resté bas en 2021. Plus de 42,1% des responsables interrogés pensent que leurs chiffres d'affaires ont baissé. Cette opinion s'est appuyée sur les difficiles conditions d'approvisionnement (pour 59,5% des répondants), le faible niveau de leurs commandes, la baisse des emplois créés et celle des bénéfiques (solde d'opinions de -27,9%) et le climat des affaires défavorable avec un solde d'opinion de 22,5%.

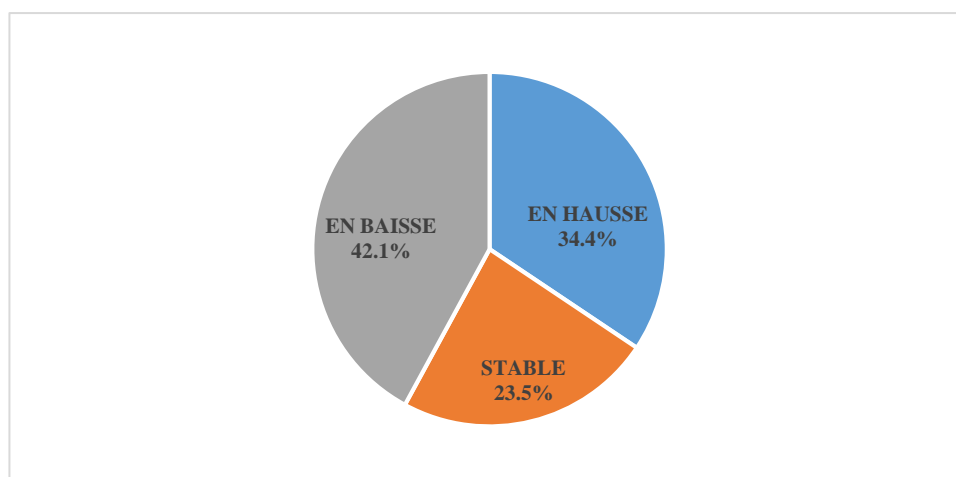
La baisse du chiffre d'affaires a davantage été relevée par les dirigeants de très petites entreprises menant une activité de commerce, surtout ceux opérant dans les régions du Nord et du Nord-Ouest.

## I. Activité

### Chiffre d'affaires globalement en baisse en 2021 ...

Pour 42,1% des chefs d'entreprises interrogés, les chiffres d'affaires ont baissé en 2021. Cette opinion, guidée par le sentiment d'une baisse conjointe de la production (pour 37,8% des répondants) et du niveau de commandes (pour 46,8% des répondants), a davantage été prononcée pour les dirigeants d'entreprises des régions du Nord-Ouest (81% des répondants) et du Nord (53,5% des répondants). A l'Ouest par contre, les chiffres d'affaires ont enregistré une hausse en 2021 pour 85,4% des répondants.

**Graphique 7** : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2021

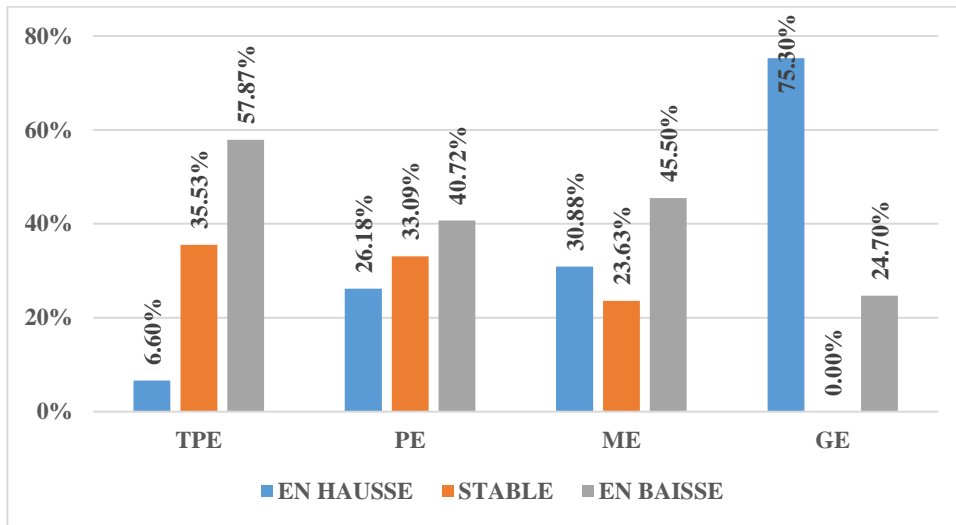


**Source** : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

### ... surtout chez les TPE ...

La baisse du chiffre d'affaires aurait été plus importante pour les responsables de très petites entreprises où 57,9% des répondants estiment avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires en 2021. Par contre, les dirigeants de grandes entreprises déclarent avoir vu leur chiffre d'affaires augmenter (pour 75,3% des répondants) la même période.

**Graphique 8 :** Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par taille

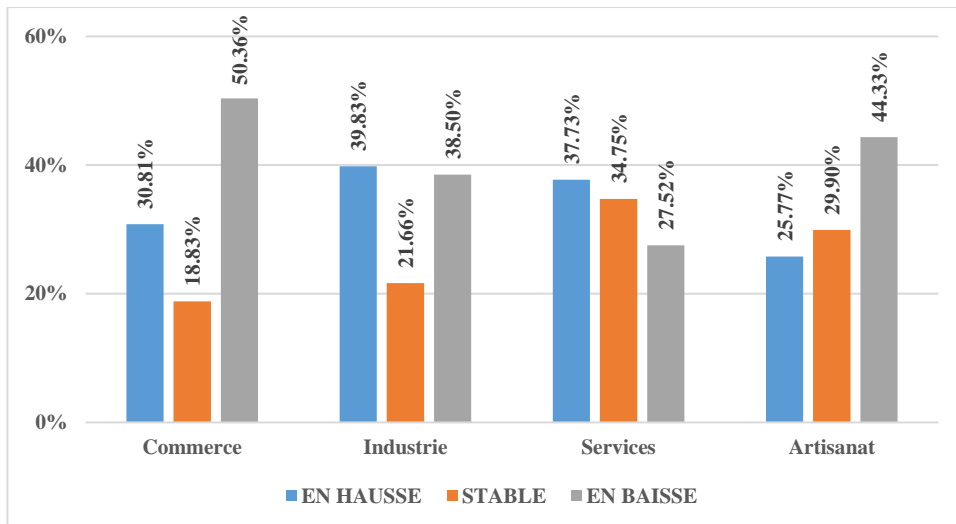


**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

### ... et chez les commerçants.

L'analyse sectorielle effectuée sur la base des opinions des répondants établit que 50,4% des commerçants auraient enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires en 2021. Cette variation du chiffre d'affaires aurait également été ressentie chez les artisans pour 44,3% des répondants. Par contre, pour les responsables des entreprises industrielles et des services, le chiffre d'affaires a progressé avec respectivement 39,8% et 37,7% d'opinions favorables.

**Graphique 9 :** Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par secteur d'activité



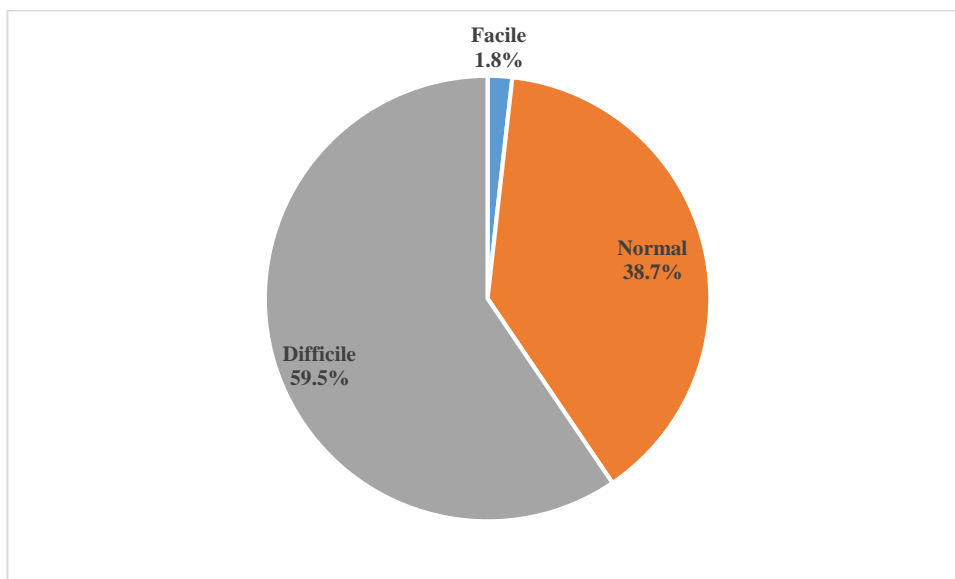
**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

## II. Conditions d'approvisionnement

### Conditions d'approvisionnement globalement difficiles ...

Les conditions d'approvisionnement auraient globalement été difficiles en 2021, pour 59,5% des répondants. Toutefois, le solde d'opinion sur la situation difficile des conditions d'approvisionnement s'est amélioré en 2021 en gagnant 3,8 points par rapport à celui de 2020 pour se fixer à -57,7% en 2021.

**Graphique 10** : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement

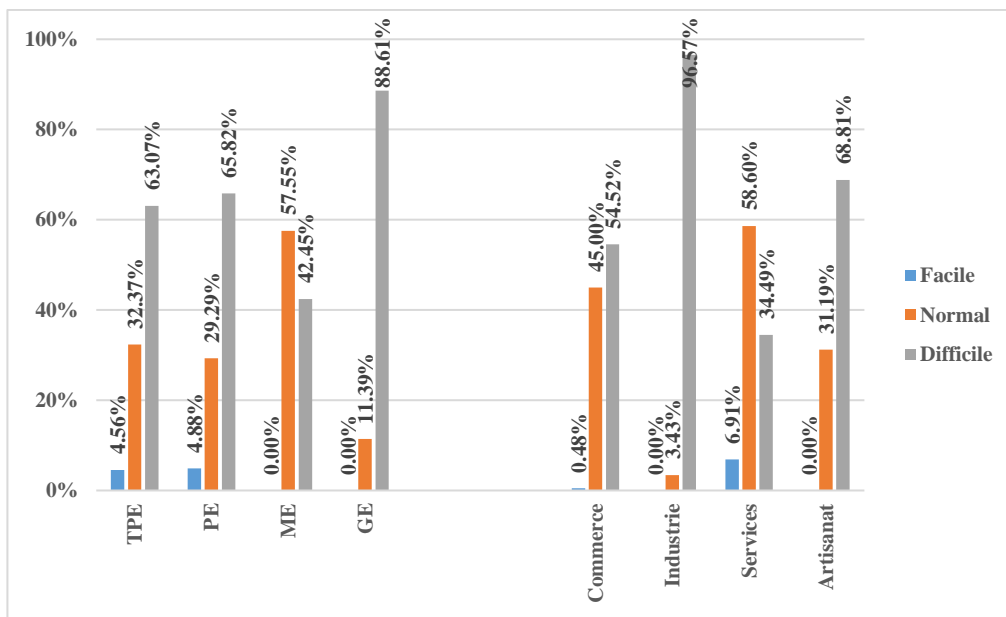


**Source** : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

### ... pour presque toutes tailles et les secteurs d'activité ...

La taille et le secteur d'activité de l'entreprise n'ont vraiment pas joué. Les opinions des responsables d'entreprises émises sur la question montrent que les entreprises du secteur des services et les Moyennes Entreprises en général auraient éprouvé moins de difficultés à s'approvisionner en 2021. Dans les autres secteurs d'activité et pour les entreprises d'autres tailles, les conditions d'approvisionnement auraient été difficiles pour plus de 54,5% des répondants.

**Graphique 11** : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement par taille et par secteur d'activité, en 2021

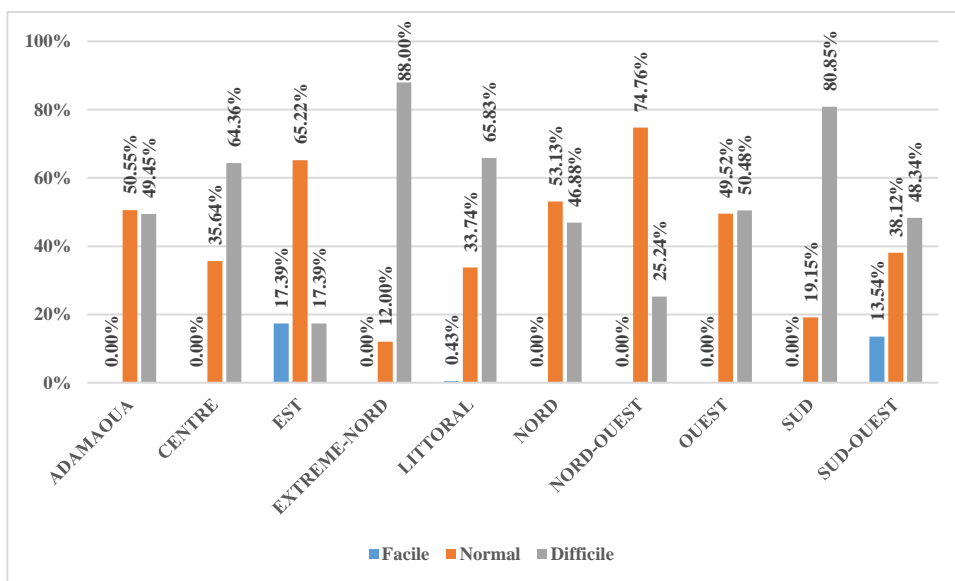


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

### ... et dans plusieurs régions.

Cette tendance globale de conditions d'approvisionnement difficiles a été observée dans plusieurs régions. La région de l'Extrême-Nord suivie de la région du Sud, est celle où les conditions d'approvisionnement auraient été le plus difficiles avec un solde d'opinion de 88%.

**Graphique 12** : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement, par région



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021



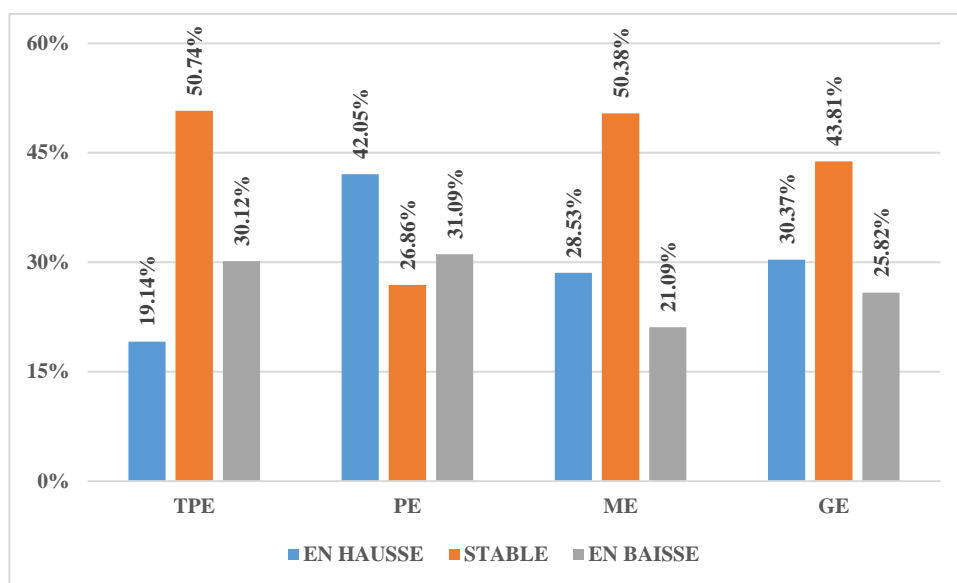
### III. Prix de vente

#### Les prix pratiqués par les entreprises seraient restés stables en 2021 ...

Les prix pratiqués par les entreprises en 2021, se seraient stabilisés pour toutes les entreprises sauf pour les responsables de petites entreprises, où ils auraient plutôt globalement augmenté.

En effet, 42,5% des chefs d'entreprises interrogées ont déclaré avoir maintenus stables les prix de leurs produits. Le solde d'opinion des répondants qui ont augmenté les prix de vente de leurs produits et services est de 5,9%.

**Graphique 13** : Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par taille, en 2021

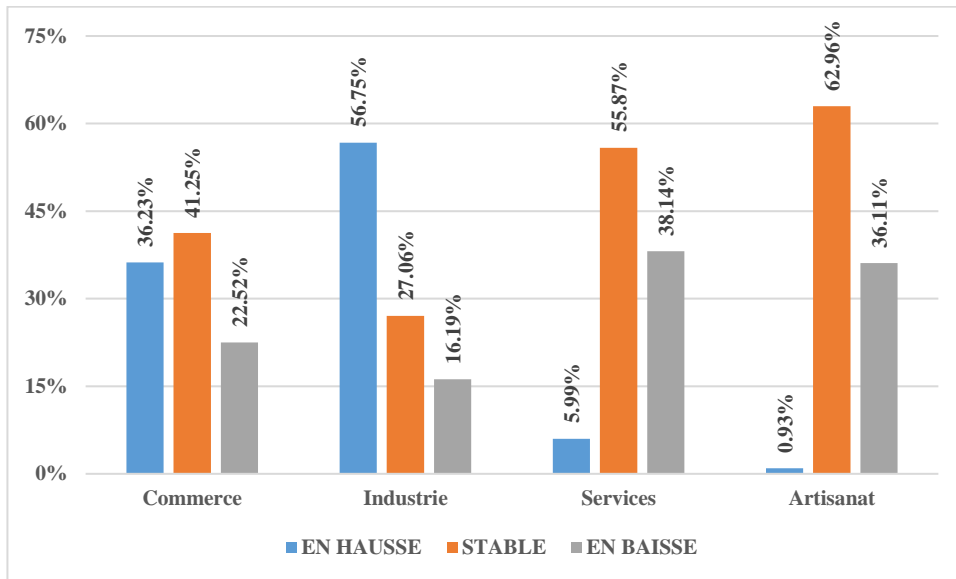


**Source** : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

#### ... dans quasiment tous les secteurs d'activité ...

Pour 56,7% des chefs d'entreprise industriels, leurs prix de vente ont augmenté en 2021. L'artisanat est le secteur dans lequel les prix semblent avoir le plus été maintenu stable (avec 62,9% d'opinions favorables).

**Graphique 14 :** Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité, en 2021

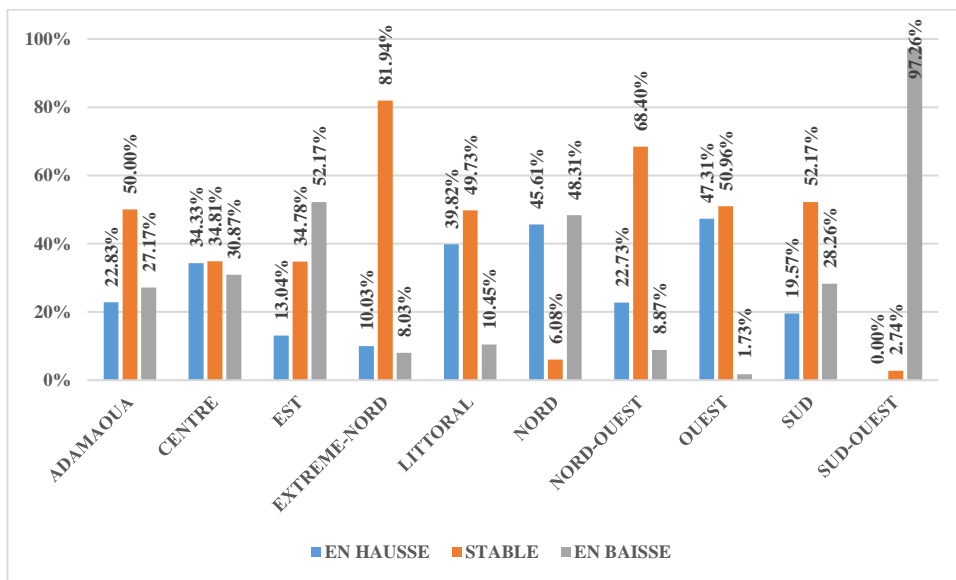


**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

**... et dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest.**

Les entreprises des régions de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest auraient été plus enclines à maintenir stables leurs prix de vente en 2021 avec respectivement 81,9% et 68,4% d'opinions favorables. Cependant, au Sud-Ouest, les prix de vente auraient baissé pour quasiment tous les répondants la période sous revue.

**Graphique 15 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région



**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

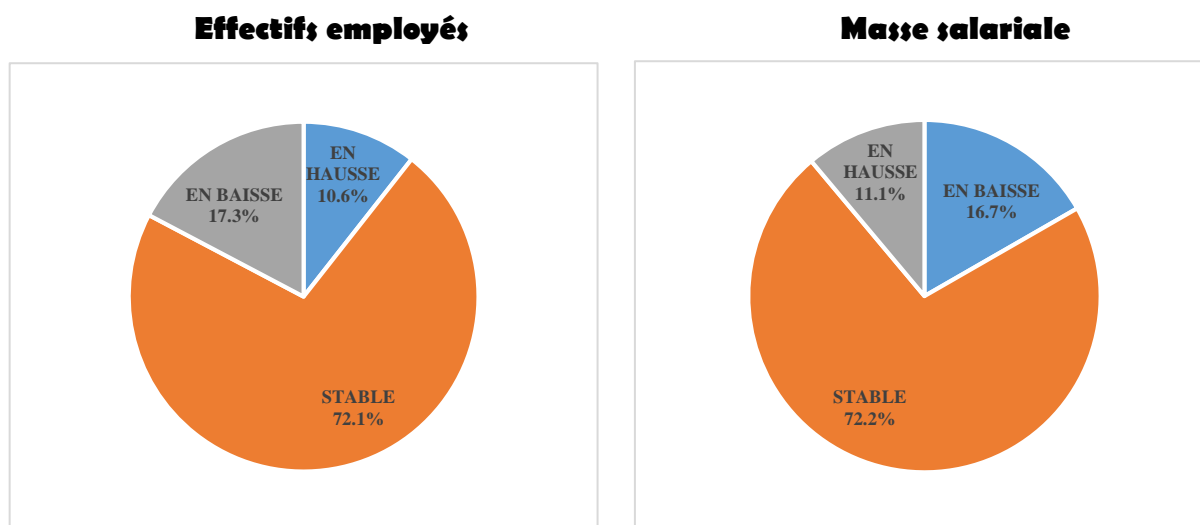
## IV. Effectifs employés et masse salariale

### Les effectifs employés et la masse salariale seraient restés majoritairement stables...

Les effectifs employés et la masse salariale n'ont pas bougé pour plus de 72% des chefs d'entreprises interrogés; 17,3% (respectivement 16,7%) affirment avoir baissé leurs effectifs d'employés et la masse salariale.

Cette tendance générale a été observée dans toutes les régions, exception faite dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord où seulement 28% et 6,1% des entreprises répondantes ont maintenu leurs effectifs salariés stables. Si les effectifs employés à l'Extrême-Nord ont baissé pour 72% des répondants, par contre, ils ont augmenté pour 90,2% des répondants au Nord.

**Graphique 16 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale

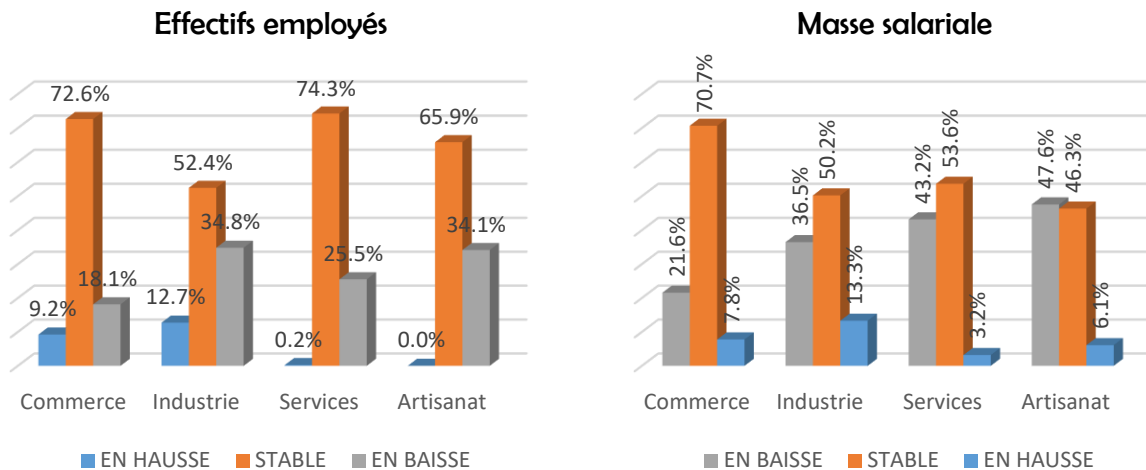


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

### ... dans tous les secteurs d'activité ...

La tendance d'ensemble a été observée dans tous les secteurs d'activité. Toutefois, les artisans et les industriels ont baissé leur niveau d'emploi, avec des soldes d'opinion respectifs de 34,1% et 22,1%. La masse salariale quant à elle aurait baissé beaucoup plus chez les artisans.

**Graphique 17:** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale par secteur d'activité



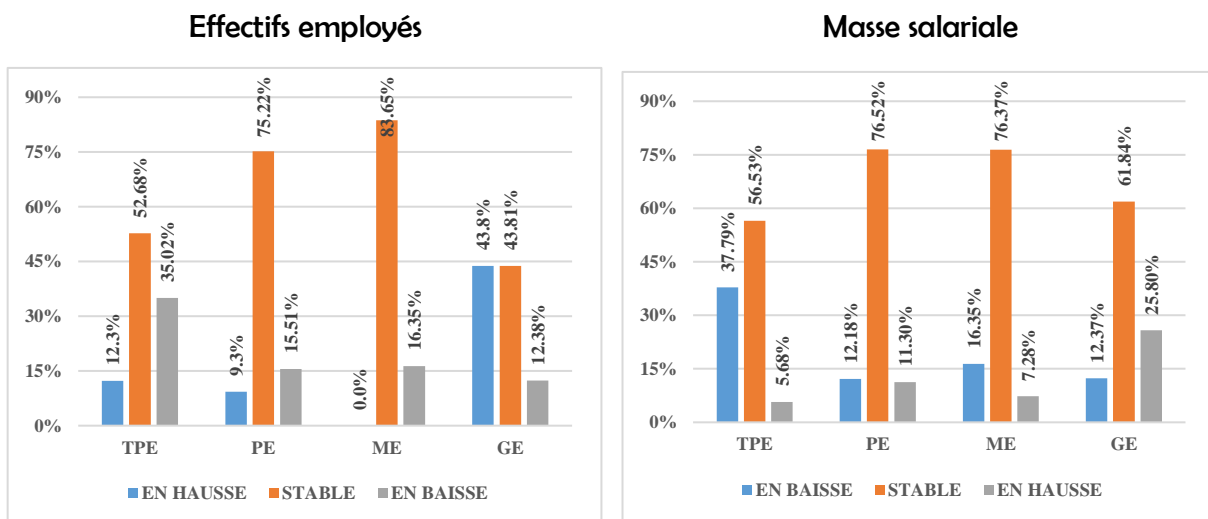
**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

**... dans toutes les tailles d'entreprises ...**

La tendance générale de stabilité du niveau d'emploi a été conservée dans toutes les tailles d'entreprises. Néanmoins, dans les grandes entreprises, les embauches auraient été relativement plus dynamiques. En effet, si 43,8% des responsables de grandes entreprises déclarent avoir recruté le personnel, ils sont seulement 12,3% des très petites entreprises à affirmer avoir recruté, contre 9,3% chez les petites entreprises.

Par ailleurs, la masse salariale a également été stable selon les répondants dans toutes les tailles d'entreprises. La masse salariale aurait augmenté pour les dirigeants des grandes entreprises (avec un solde d'opinion de 13,4%) et baissé chez les très petites entreprises (avec un solde d'opinion de 32,1%).

**Graphique 18 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille



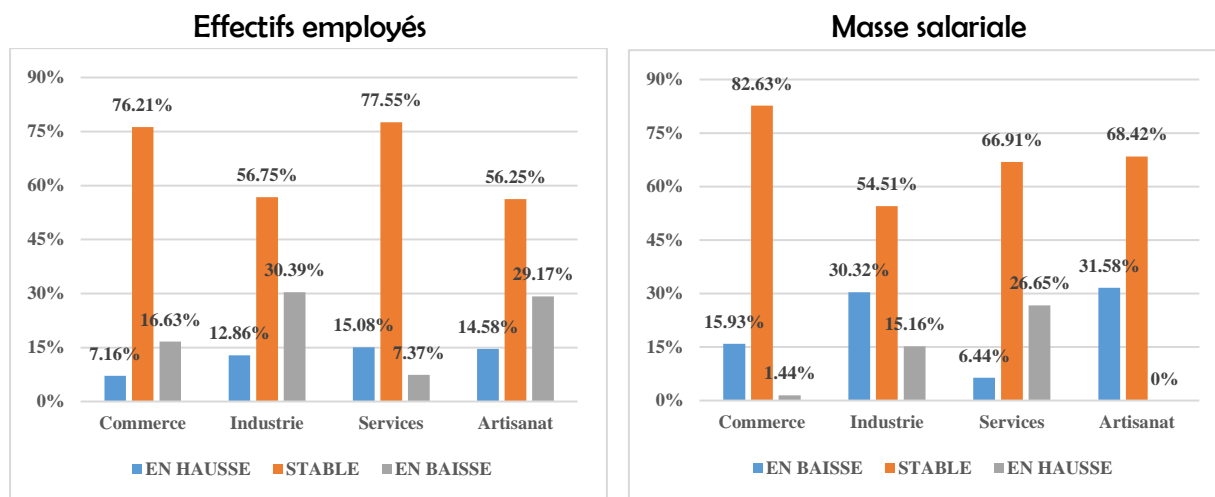
**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

**... et dans tous les secteurs d'activité.**

En 2021, 76,2% des commerçants ont déclaré avoir maintenu stable leurs effectifs employés, contre 56,7%

d'entreprises industrielles, les responsables de ces deux branches d'activité affirment pour 82,6% des commerçants et 54,5% des industriels que la masse salariale est en hausse dans les entreprises de service, par contre elle a globalement baissé dans les autres branches d'activité.

**Graphique 19:** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, par secteur d'activité



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

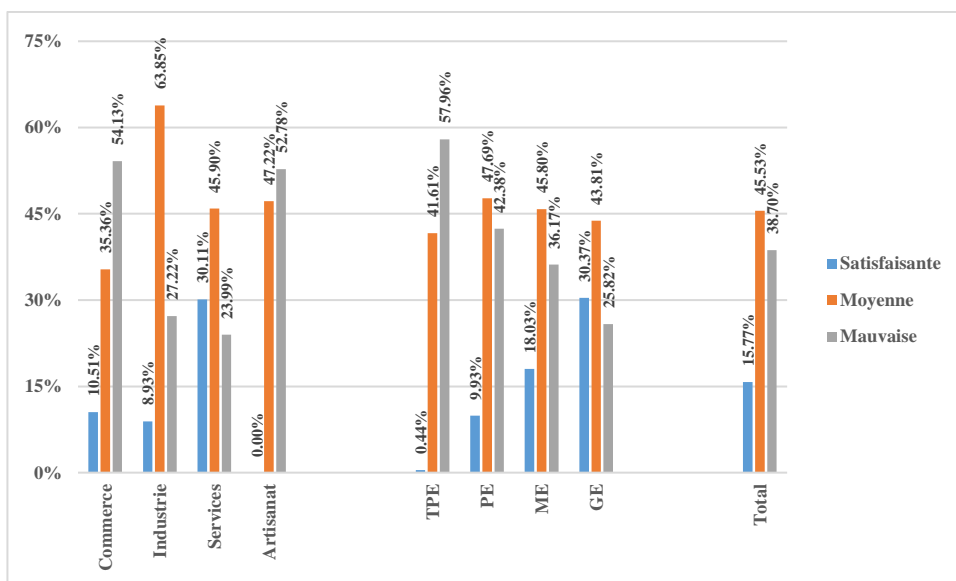
## V. Trésorerie

### Une situation financière mauvaise dans l'ensemble ...

Pour 38,7% des responsables d'entreprises interviewés, la situation de la trésorerie a été difficile en 2021. La situation financière a été mauvaise cette année avec un solde d'opinion de 22,9%, surtout pour les dirigeants de très petites entreprises et des petites entreprises avec des soldes d'opinion respectifs de 57,5% et de 32,4%.

La tendance d'ensemble a été observée dans quasiment tous les secteurs d'activité. Elle a surtout été ressentie par les commerçants (pour 54,1% des répondants) et les artisans (pour 52,8% des répondants).

**Graphique 20 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, pas secteur d'activité et par taille

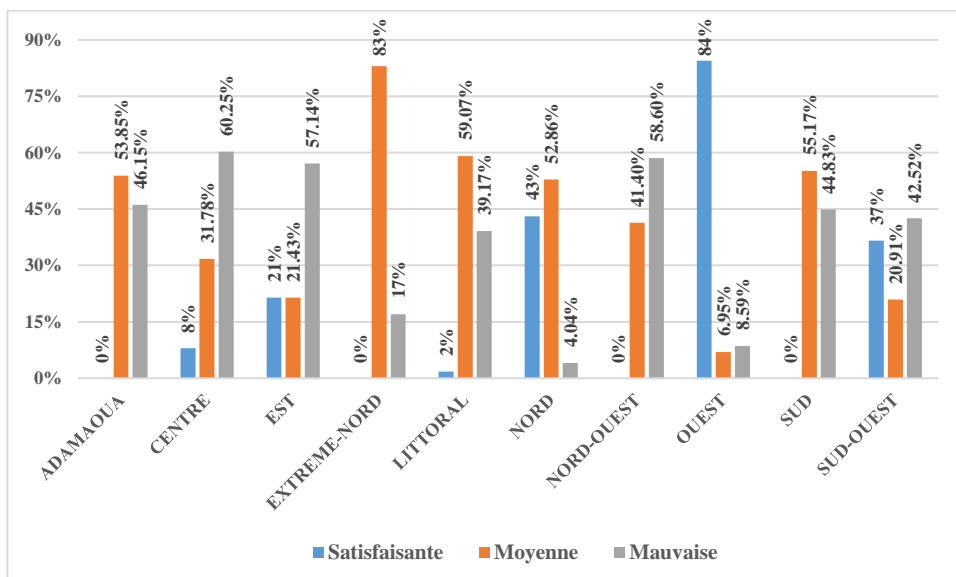


**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

**... sauf dans la région de l'Ouest ...**

Contrairement à la situation d'ensemble, l'évolution de la trésorerie aurait été satisfaisante en 2021 dans la région de l'Ouest pour 84% des répondants. Partout ailleurs, elle aurait été mauvaise. Toutefois, dans les régions de l'Extrême-Nord, du Littoral, du Sud, de l'Adamaoua et du Nord, la trésorerie aurait été stable pour **plus de 52,8% des répondants**.

**Graphique 21 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, par région



**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

**... du fait de la hausse des prix chez les fournisseurs et du ralentissement de l'activité**

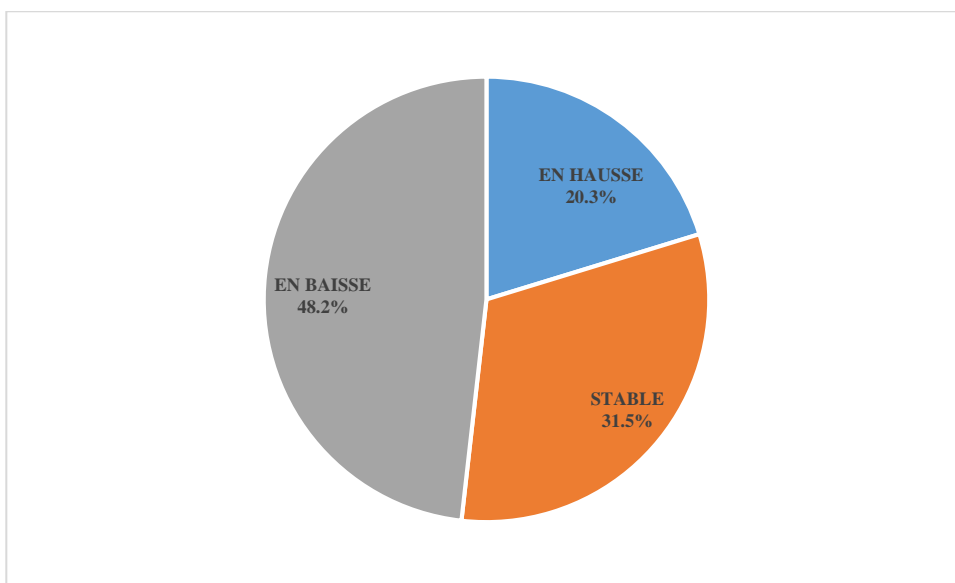
Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 24,4% des répondants), le ralentissement de l'activité (pour 22,7% des répondants), les impôts (pour 18% des répondants) et de l'insuffisance de la demande (pour 13,4% des répondants).

## VI. Bénéfices

### Les bénéfices engrangés auraient fléchi pour la plupart des répondants...

Pour l'ensemble des répondants, les bénéfices se seraient réduits. Si pour 48,2% des chefs d'entreprises les bénéfices ont diminué, par contre, 20,3% ont le sentiment d'une augmentation des leurs.

**Graphique 22 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices

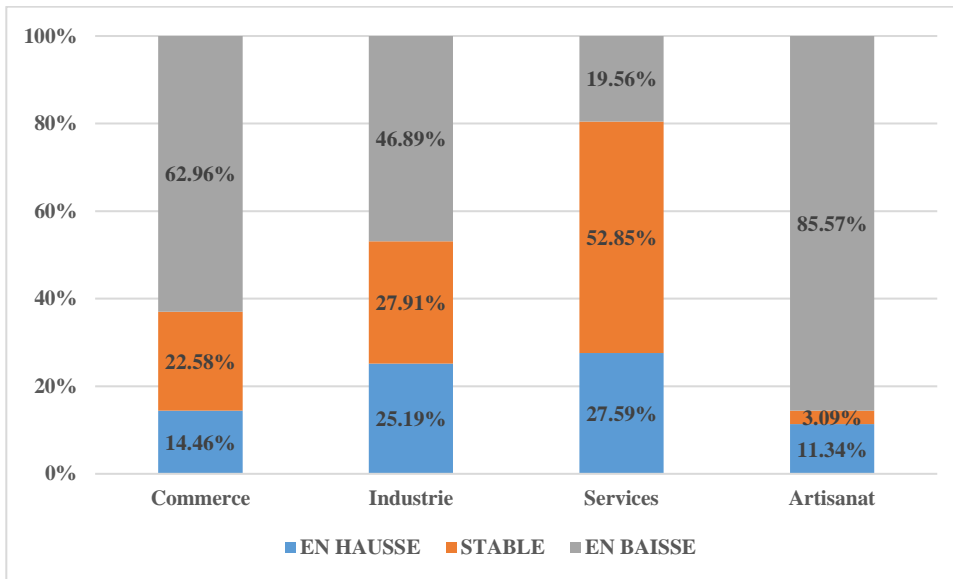


**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

### ... surtout chez les artisans et les commerçants ...

L'artisanat et le commerce sont les secteurs d'activité où les bénéfices auraient le plus baissé en 2021. En effet, 85,6% des artisans et 62,9% des commerçants ont déclaré avoir noté une baisse de leurs bénéfices. Pour les dirigeants d'entreprises de service, les bénéfices ont augmenté avec un solde d'opinion de 8%.

**Graphique 23 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par secteur d'activités

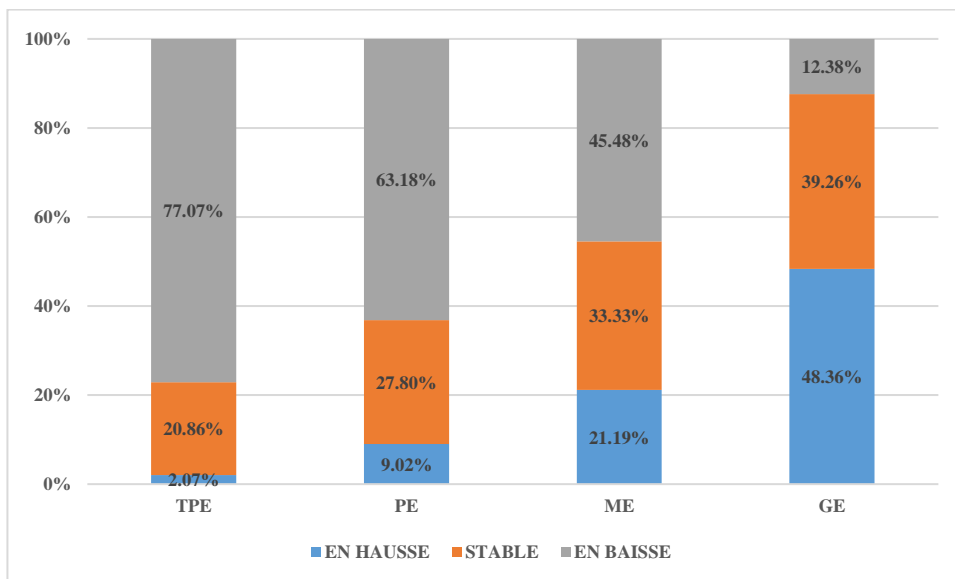


**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

**... et dans les TPE et les PE.**

Hormis les dirigeants des grandes entreprises, qui estiment que leurs bénéfices se sont accrus avec un solde d'opinion d'environ 36%, les responsables des entreprises d'autres tailles affirment que les bénéfices ont baissé. Cette diminution serait plus prononcée dans les très petites entreprises, avec un solde d'opinion de plus de 75% et même pour les dirigeants de petites entreprises, avec un solde d'opinion de 54,2%.

**Graphique 24 :** Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par taille



**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

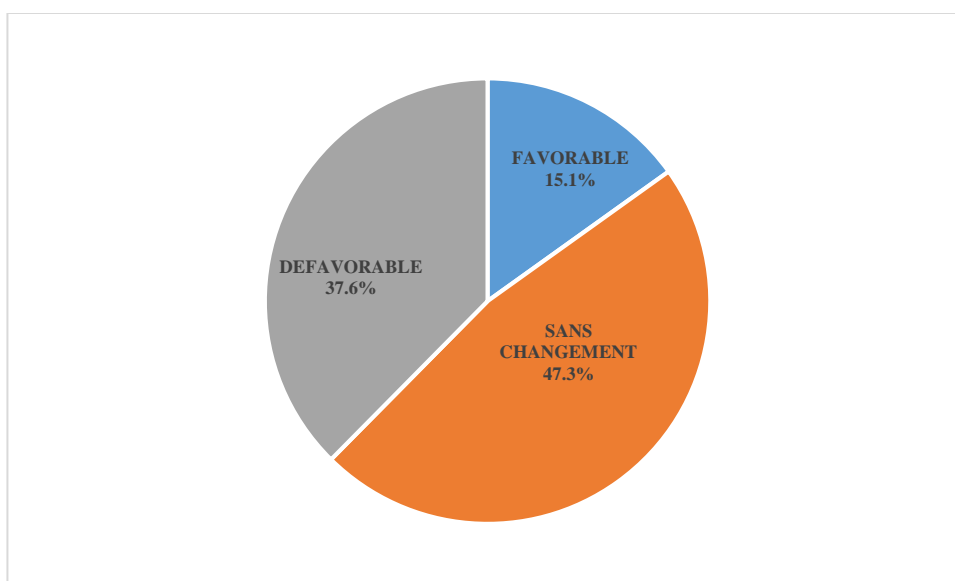


## VII. Climat des affaires

### Globalement le climat d'affaires a été défavorable ...

Les chefs d'entreprise estiment, avec un solde d'opinion de 22,5%, que le climat des affaires n'a pas été favorable. Ce sentiment est largement partagé dans le commerce où 49,3% des responsables affirment que le climat a été défavorable. Pour 89% des dirigeants de grandes entreprises, le climat des affaires est resté inchangé. Dans l'artisanat, 62,4% des chefs d'entreprises déclarent que le climat des affaires a été favorable.

**Graphique 25 :** Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises



**Source :** CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2021

### ... et anticipent par ailleurs que la situation ne va pas beaucoup évoluer en 2022.

Les répondants prévoient que le climat des affaires restera peu porteur en 2022, avec un solde d'opinion d'environ 10%. Pour 55% des chefs d'entreprises interrogés, la situation restera inchangée.

## **D- ANNEXE : LA CCIMA EN ACTION EN 2021**



**AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE  
*AT THE SERVICE OF PRIVATE SECTOR DEVELOPMENT***



CHAMBRE DE COMMERCE  
D'INDUSTRIE DES MINES ET  
DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN



Dans cette partie rapport sur la situation économique en 2021, présente de manière sommaire quelques actions phares de l'Institution Consulaire au cours de cette année qui marque son centenaire. Celles-ci découlent de la mise en œuvre de son projet de performance triennal (2021-2023) pour l'exercice 2021.

Après une année 2020 fortement impactée par l'apparition du coronavirus, les activités économiques au plan mondial ont progressivement repris le poil de la bête en 2021. L'annonce, vers novembre 2020, de la découverte de vaccins contre le virus a permis d'avoir une activité économique plus vigoureuse au dernier trimestre de l'année 2020, si on la compare aux périodes précédentes, ce qui a laissé présager une activité encore plus importante au premier semestre de l'année 2021, en lien avec la levée progressive des barrières à la mobilité des personnes et des biens dans de nombreux pays, la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun a centré ses activités sur la production de l'information économique, l'organisation des salons locaux, l'amélioration des capacités logistiques de production du Centre d'Incubation Pilote (CIP) et la tenue des réunions statutaires. La poursuite et le suivi des activités de développement de la chaîne de valeur poivre de Penja à travers le programme du Fonds pour l'Application des Normes et le Développement du Commerce (STDF) ; la préparation de l'implémentation du Programme ARCHIPELAGO, Youth and Gender Connect en partenariat avec la Chambre des Métiers de l'Artisanat des Pays de la Loire sur la transformation agroalimentaire, la réparation automobile et l'entrepreneuriat et l'organisation du forum des investisseurs.



### **Renforcement des capacités des opérateurs économiques**

Le déploiement de l'ingénierie de la formation au cours de l'année 2021 a permis à l'Institution Consulaire d'organiser neuf (09) sessions de formations en présentiel et en visio conférence sur des thématiques d'actualités dont les besoins ont été exprimés par les Opérateurs économiques. Ces thématiques ont porté sur le financement des entreprises ; le marketing digital ; les codes à barres ; le management des projets ; la veille économique et l'évaluation de la conformité comme outil de compétitivité et pérennité. C'est quatre cent soixante-onze (471) opérateurs économiques, dont 30% de sexe féminin qui ont participé aux différentes formations organisées dans les délégations régionales de la CCIMA et au siège. Les thématiques



## Participation à l'organisation du prix Pierre Castel

A la suite du lancement d'un appel à candidature, le 09 mars 2021, l'Institution Consulaire a procédé à la sensibilisation des jeunes à concourir à ce prix. Elle a également participé activement aux travaux des jurys de pré-qualification respectivement le 22 et le 28 avril 2021, tenue du grand jury et sélection des deux lauréats le 10 mai 2021... de la quatrième édition du Prix Pierre Castel. L'activité a permis de réceptionner cent-dix-sept (117) dossiers de candidatures dont l'analyse, par le grand Jury, le 10 mai 2021, a débouché sur la sélection de deux (02) lauréats. Le premier, AHMADOU, de la Coopérative TPA, spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation du riz « made in Cameroon » et le second, Manuella NJANKOUO, promotrice de la « La Cuisine de Nounou », une entreprise spécialisée dans la transformation d'épices locales, de fruits et de légumes sous formes de sauces, moutardes, confitures et snacks.

L'appui au premier lauréat s'effectue via une dotation financière de 15 000 €, un mentorat, un accompagnement personnalisé avec l'Institut Européen de Coopération et de Développement et une formation entrepreneuriale d'une année. Le second lauréat, bénéficie d'une dotation financière de 5 000 €, d'un accompagnement personnalisé avec l'Institut Européen de Coopération et de Développement et d'une formation entrepreneuriale d'un an.



## Renforcement des capacités des jeunes dans le cadre du programme ARCHIPELAGO

Le projet de renforcement des capacités des jeunes promoteurs des TPE et PE sur la transformation agroalimentaire et la réparation automobile dans le cadre du programme ARCHIPELAGO s'est poursuivie au cours de l'année 2021.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Youth and Gender Connect subventionné par l'Union Européenne et réalisé en partenariat avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de

la Loire, après le lancement officiel le 01 juin 2021 par le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, les principales activités réalisées ont porté sur : la préparation des documents de pilotage et de gouvernance du programme ; la participation aux sessions de formations organisées par le consortium et les organisations partenaires ; la réalisation des réunions de sensibilisation couplées à l'atelier d'identification des besoins en formation professionnelles des jeunes sur les deux métiers transformation agroalimentaire et réparation automobile ; l'organisation des sessions d'information et de sensibilisation des acteurs du secteur privé et des jeunes à participer au programme ; le dialogue public- privé ; la sensibilisation des migrants de retour à Douala et Yaoundé après la signature d'un cadre de collaboration entre l'organisation internationale des migrations (OIM) et la CCIMA.



C'est ainsi que 90 jeunes qui ont été effectivement formés sur les métiers selon la méthode duale, dont trente (30) sur la réparation automobile et soixante (60) sur les métiers de la transformation agroalimentaire. Sur les quatre-vingt-dix formés, nous avons 30% de femmes et 2,23% de migrants de retour.

Les plateaux techniques partenaires sont le CFPE, l'IAO, NCY MOTORS, FRANC-AUTO, SIPO FRUITS, ESPACE METIERS ; CABUSCO et au Centre d'Incubation Pilote de Bwadibo de la CCIMA.

### **Elaboration de la liste des métiers de l'artisanat du Cameroun**

Dans la perspective de l'élaboration de la nomenclature des métiers et des qualifications professionnelles, la CCIMA a, au cours de l'année 2021, participé à plusieurs activités aux côtés du MINPMEEESA. Elle a ainsi participé du 02 au 03 mars 2021 à l'hôtel CHEZ MARINETTE à Kribi, à un atelier sur la « validation de la liste actualisée des métiers de l'artisanat ». En effet, la liste de 203 métiers de l'artisanat publiée par Décision N° 0077/CAB/MINPMEEESA du 11 juillet 2012, nécessitait une mise à jour. Cette mise à jour s'est faite dans le cadre de la réalisation de la feuille de route sur la formalisation des artisans et des entreprises artisanales grâce à laquelle le Bureau International du Travail (BIT) a financé, à la demande du gouvernement camerounais représenté par le MINPMEEESA, la réalisation de l'étude portant sur l'actualisation de la liste des métiers de l'artisanat.



La liste actualisée innove en introduisant les corps de métiers entre les filières et métiers. Après la révision en 2021, la nouvelle liste présentée avec une codification des métiers sous la forme d'une nomenclature a quatorze (14) filières, quarante-cinq (45) corps de métiers et trois cents quarante-sept (347) métiers.

Il reste à la CCIMA, conformément aux dispositions du décret N°2010/2996/PM du 03 Novembre 2010 fixant les modalités d'application de la loi N°2007/004 du 03 Juillet 2007 régissant l'artisanat, en son article 16 au Chapitre IV, de compléter cette nomenclature avec les qualifications professionnelles et leurs gradations.

### **Appui technique de l'IGPP par la CCIMA dans le cadre de l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja**

L'accompagnement technique nécessaire à la réalisation du Programme STDF PG 593 « Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja pour son accès aux marchés », a été effective au cours de l'année 2021 à travers la réalisation des activités suivantes : la relecture et la contribution à l'amélioration du contenu du Guide des Bonnes Pratiques de la Filière Poivre de Penja publié en mars 2021 ; la participation à la troisième réunion du Comité de Pilotage du programme STDF PG 593 à Penja le 28 janvier 2021 en mode hybride (présentiel et en Visio conférence) ; la participation à la deuxième phase de formation des formateurs et des facilitateurs sur les modules de formation du Guide des Bonnes Pratiques SPS sur le poivre de Penja à l'Hôtel Bonandam de Njombé du 01 au 07 Février 2021 ; l'organisation et animation des réunions de sensibilisation et d'information des acteurs de la filière poivre des bassins de Loum, Penja, Njombé, Mbanga, Bouba I, II et III au cours du premier trimestre de l'année 2021.



En guise de mise en œuvre effective du programme de renforcement des capacités des acteurs de la filière poivre de Penja en ce qui concerne les bonnes pratiques SPS, douze (12) sessions de formation sur les thématiques suivantes ont été organisées : l'usage sécurisé des pesticides ; les bonnes pratiques de production ; les bonnes pratiques de conditionnement et de stockage du poivre ; les bonnes pratiques pour les pépiniéristes. Ces sessions de formation réalisées dans tous les bassins de production de l'Indication Géographique ont été précédé des réunions de coaching par visio conférence des formateurs par les experts du COLEACP et de la CCIMA sur les mesures SPS.

### Organisation du Forum des Investisseurs Internationaux (F2i)

La CCIMA a organisé, du 16 au 18 novembre 2021, la 3ème édition du Forum des investisseurs internationaux (F2i) sous le thème « La relance de l'investissement après la crise sanitaire du Covid-19 : Quels mécanismes et outils d'appui ? ». L'événement qui s'est tenu dans la salle de conférence de La Falaise Diamond à Douala-Bonanjo, a connu la participation d'investisseurs et porteurs de projets aussi bien nationaux et qu'internationaux.

Le Forum s'est déroulé en deux phases principales : une première phase ponctuée par des allocutions et conférences inaugurales et une seconde phase réservée à la présentation des projets des entreprises en marge du forum, s'est déroulée une mini foire-expo des produits locaux.



Au total, la 3ème édition du F2i, c'est : 600 participants environ cumulés sur les trois jours de l'événement ; 40 participants à distance via zoom ; 80 participants à la foire promotionnelle ; 2185 visiteurs enregistrés sur le site f2icameroun.cm ; 26 structures de financement inscrites sur la plateforme, dont 17 ont participé en mode présentiel ; 145 projets inscrits sur la plateforme ; 115 projets validés, dont 33 projets d'investissement publics et 82 projets d'investissement privés ; 29

rencontres B2B avant le Forum et 200 pendant le Forum ; 12 intentions de financement avant le Forum et 66 pendant le Forum ; 13 intentions d'accord de partenariats ; 3 conventions de partenariats signées avant et pendant le Forum.

### **Journées Consulaires Promotionnelles**

Fidèle à ses missions de promotion et de développement du secteur privé, la CCIMA a décidé de faire du « Made in Cameroon » un volet essentiel de son action. Dans cette perspective, le Top Management de la CCIMA a instruit l'organisation trimestrielle des « Journées Consulaires Promotionnelles (JCP) » pour la valorisation des produits locaux issus des secteurs tels que l'agro-alimentaire, le bois, le textile et l'habillement, la santé, les services financiers, ainsi que le domaine des NTIC et le numérique. Le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Economie sociale et de l'Artisanat du Cameroun, (MINPMEESA) en sa qualité de coordonnateur institutionnel de promotion et de valorisation du 'made in Cameroon' a parrainé, la première édition des « Journées Consulaires Promotionnelles », organisée par la Délégation Régionale de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat à Yaoundé, sise à la Montée Anne Rouge, du 07 au 10 décembre 2021 sous le thème ; « Transformation des produits locaux : Etat des lieux et solutions envisagées pour la compétitivité des produits' Made in Cameroon'.



Aux termes des journées, les recommandations suivantes sont à mettre à l'actif des travaux : la CCIMA devrait pérenniser l'organisation des JCP chaque année et cibler un large public pour les prochaines éditions ; adresser officiellement une doléance à l'ANOR en vue de l'obtention d'une exonération sur la certification des produits pour une période de 10 années d'exercice, tout en s'assurant de la qualité des produits des PME. L'ANOR devrait construire un laboratoire pour les analyses des produits en vue de l'obtention de la certification des produits camerounais à moindre coût, vulgariser les informations sur la certification et multiplier les formations gratuites en vue d'améliorer la norme, la qualité, le packaging, le conditionnement des produits, poursuivre le processus de reconnaissance des normes camerounaises par la NAFDAC du Nigéria, afin de permettre la circulation des produits camerounais au Nigéria.

Pour son organisation, la délégation régionale de la CCIMA pour Centre a bénéficié du sponsoring des structures suivantes : Les BRASSERIES DU CAMEROUN ; Les ETS BNB SARL ; Les ETS LE GLOBE ; BETA CONSULT SARL et la société SODIREC SARL.

### **Participation aux événements internationaux**

Au plan international, la CCIMA a pu faire participer ses représentants et, par le fait même, vendre les savoir-faire camerounais à la Foire Universelle Expo-Dubaï 2020, tenue aux Emirats Arabes Unis (EAU). Elle a conduit une délégation de trente (30) hommes d'affaires au salon



MEDIBAT à SFAX en Tunisie du 06 au 09 octobre 2021. L'impact de la participation du Cameroun à ce grand salon pourrait être perceptible au cours des prochaines années, néanmoins, un protocole d'accord relatif à l'organisation de la 2ème édition du Salon AFRIBAT Cameroun en 2022, a été signé entre la CCIMA et CCI de Sfax.

### **Coopération et convention de partenariat**

En 2021, la CCIMA a œuvré en vue de l'enrichissement du nombre de ses conventions. C'est ainsi que plusieurs conventions ont été préparées, notamment : le projet d'Accord portant création du Conseil d'Affaires algéro-camerounais entre la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) et la CCIMA; convention de collaboration entre la CCIMA et KLAPEERS Sarl sur un projet visant à implémenter un écosystème digital africain opérationnel dans lequel les entrepreneurs fabricants de produits « Made in Africa », auront la possibilité de les commercialiser dans la sous-région et à l'international.



Les conventions ci-après ont été signées : La convention CCIMA-APECCAM en vue de la mobilisation des banques sur la plateforme du F2i ; la Convention CCIMA-FAGACE en vue de faciliter la mise à disposition des lignes de garanties auprès des structures de financement ; la Convention CCIMA-ASAC en vue du concours des assurances dans le cadre des garanties exigées lors du financement des projets ; la Convention CCIMA-UBA signée en vue de la promotion du crédit.

### **Amélioration du climat des affaires**

Outre la participation à l'organisation des rencontres secteur public / secteur privé qui vise l'élaboration d'un plaidoyer du secteur privé en faveur de l'amélioration des conditions d'exercice de leurs activités, l'Institution a également eu l'occasion de contrôler le niveau et la qualité des réformes en cours. C'est dans cette optique qu'au cours de la période considérée, la Chambre consulaire a activement participé à la préparation de la douzième session du Cameroon Business Forum. Il s'est agi de proposer les thématiques susceptibles d'être débattues ainsi que la liste des opérateurs économiques susceptibles d'y participer.

Les thématiques proposées étaient les suivantes : « Reconstruction des zones économiques sinistrées et mise en œuvre de la stratégie nationale de développement (SND30) » ; thématique 2 : « Quelle politique économique post covid-19 pour un développement plus inclusif ». Malheureusement l'édition 2021 a été reportée à une date ultérieure.

### **Amélioration de la qualité des peaux et cuir tannés**

Dans la perspective de la construction et l'animation du Centre de Ressources Professionnelles des métiers du cuir de Maroua dont l'objectif est de développer les compétences artisanales

de la filière peaux et cuir, la CCIMA a bénéficié d'un accompagnement technique et financier du Dispositif d'Appui à la Compétitivité du Cameroun (DACC), dans sa composante N°3, pour la réalisation d'un guide de bonnes pratiques sur la tannerie. Cette activité a été réalisée en collaboration avec l'interprofession i-cuir. La cérémonie officielle de lancement de cette étude a eu lieu le 05 Août 2021 dans la salle de conférences de la Délégation Régionale Extrême Nord du Ministère du Tourisme en présence de l'ensemble des parties prenantes notamment, les représentants des départements ministériels du MINEPAT, MINPMEESA, MINCOMMERCE, MINTOUL, MINADER, MINMIDT, l'Université de Maroua, l'Ecole Nationale Polytechnique de Maroua, les représentants des professionnels de la filière cuir et peaux (Bouchers, collecteurs des peaux, tanneurs, cordonniers et maroquiniers). Cette cérémonie a été suivie par l'organisation des audiences auprès du Docteur SALI BABANI, Maire de la Ville de Maroua, du Professeur HAMAN DJALO, Premier Vice-Président Conseil Régional et de M. MIDJIYAWA Bakary, Gouverneur de la Région de l'Extrême Nord.



### **Organisation des réunions statutaires**

Au cours de l'année 2021 deux réunions du Bureau Exécutif se sont tenues. Celle du deuxième semestre s'est tenue en marge des activités du centenaire qui ont vu l'inauguration le 21 décembre 2021 du CIP et l'organisation de l'Assemblée Plénière. Au cours de l'Assemblée Plénière qui s'est tenue le 23 décembre 2021 selon le nouveau format des réunions du type, l'on peut noter que l'Assemblée des élus consulaires a validé et adopté les différents documents, le rapport d'activités 2020, le compte administratif et le compte de gestion de l'exercice 2020, le rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers des années 2016 et 2017. Le projet de performance 2022, le budget 2022 ont été adoptés.



**1921 - 2021**  
**AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE**  
**AT THE SERVICE OF PRIVATE SECTOR DEVELOPMENT**

### **Semaines promotionnelles du centenaire de la CCIMA (1921 – 2021)**

Les premiers résultats des actions suscitées sont relatifs à l'organisation, par la Délégation Régionale du Littoral, d'une semaine du centenaire allant du 20 au 24 juillet 2021. L'objectif de l'activité était de marquer d'une empreinte particulière le jour anniversaire de l'Institution consulaire, c'est-à-dire le 22 juillet 2021. Elle a été marquée par les expositions des produits « made in Cameroon » sur l'esplanade avant de l'immeuble siège de la CCIMA. Une deuxième semaine prévue en novembre, s'est plutôt déroulée en deux temps, avec en novembre, la tenue du Forum des investisseurs internationaux, l'organisation d'une mini-foire et en décembre avec l'inauguration du CIP, et des réunions statutaires qui ont également été le lieu d'expositions des produits locaux.

## 5 Bibliographie

BAD, 2022. *Perspectives économiques en Afrique 2022. Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique.* s.l.:s.n.

CCIMA, 2021. *Rapport sur la situation économique du Cameroun en 2020.* s.l.:s.n.

IMF, 2022. *World economic outlook update : gloomy and more uncertain, july 2022,* s.l.:s.n.

INS, 2022. *Evolution de l'inflation au cours de l'année 2021.* s.l.:s.n.

OMC, 2022. "Press /902 communiqué de presse  
"[https://www.wto.org/french/news\\_f/pres22\\_f/pr902\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/pres22_f/pr902_f.htm)

World bank, 2022. World Bank Commodity Price Data (The Pink Sheet)  
<https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets#1>

# Comité de rédaction

## **Directeur de Publication**

M. EKEN Christophe

## **Superviseur**

M. Halidou BELLO

## **Coordonnateur de la rédaction**

M. YEMENE Samuel

## **Comité scientifique**

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel

Pr BAYE MENJO Francis

Pr ATANGANA ONDOA Henri

Pr FOMBA KAMGA Benjamin

Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier

Dr. EMINI Arnault Christian

M. NKOU Jean Pascal

M. YEMENE Samuel

M. YANGAM Emmanuel

## **Secrétariat Technique**

### ***Chef de Secrétariat Technique***

M. KOFFO Pierre

### ***Membres du Secrétariat***

Mlle ARETOUYAP Amamatou

M. EKODO EMBOLO Jules Christian

### ***Traduction***

M. AKOH Charles

M. YONDOH Chrispus